

# **IPSOS SA**

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2018

GRANT THORNTON

MAZARS

## **GRANT THORNTON**

MEMBRE FRANÇAIS DE GRANT THORNTON INTERNATIONAL

29 RUE DU PONT

92200 NEUILLY-SUR-SEINE

TÉL : +33 (0) 1 41 25 85 85

## **MAZARS**

TOUR EXALTIS - 61, RUE HENRI REGNAULT - 92400 COURBEVOIE

TÉL : +33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0) 1 49 97 60 01

SOCIÉTÉ ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE B 784 824 153

# **IPSOS SA**

Siège Social : 35 RUE DU Val de Marne 75013 Paris

Société anonyme au capital de 11 109 058,75 €

N° Siren : 304 555 634

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2018

GRANT THORNTON

MAZARS

**IPSOS SA**

*Rapport des  
Commissaires aux  
Comptes sur les comptes  
consolidés*

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

A l'assemblée générale de la société Ipsos SA

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Ipsos SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

## **IPSOS SA**

*Rapport des  
Commissaires aux  
Comptes sur les comptes  
consolidés*

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Observation**

Sans remettre en cause l’opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 1.2.1.1 – Normes, amendements et interprétations adoptés par l’Union Européenne et d’application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 » de l’annexe aux comptes consolidés qui expose les impacts des premières applications des normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers ».

### **Justification des appréciations – Points clés de l’audit**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### **Reconnaissance du chiffre d’affaires**

*(Note 1.2.1.1 et 1.2.25 de l’annexe aux comptes consolidés)*

### ***Risque identifié***

Au 31 décembre 2018, le montant total du chiffre d’affaires s’élève à 1 749 M€. Le chiffre d’affaires est reconnu selon la méthode de l’avancement. Le degré d’avancement est déterminé d’une manière générale sur une base linéaire sur la période comprise entre

## **IPSOS SA**

*Rapport des  
Commissaires aux  
Comptes sur les comptes  
consolidés*

la date d'obtention de l'accord du client et la date de présentation des conclusions aux clients.

Une erreur dans l'analyse des accords conclus avec les clients, ou dans l'estimation de l'avancement peut conduire à une comptabilisation erronée du revenu.

Nous avons considéré que la reconnaissance du chiffre d'affaires est un point clé de l'audit en raison de la volumétrie et de la diversité des études effectuées ainsi que de la nécessaire analyse des obligations du Groupe et de l'exécution des prestations.

### ***Réponses apportées lors de notre audit***

Nous avons pris connaissance du processus de reconnaissance du chiffre d'affaires établi par la Direction, depuis la réalisation des prestations, la facturation et son enregistrement comptable, jusqu'à la réception des paiements.

Nous avons procédé à une évaluation des contrôles clés portant sur les processus et les systèmes d'information relatifs au chiffre d'affaires, avec l'appui de nos spécialistes informatiques, et nous avons réalisé des tests.

Pour une sélection de contrats identifiés par sondages statistiques ou sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs, nous avons également effectué des tests substantifs de détail sur la comptabilisation du revenu par rapport aux contrats signés ou autres preuves externes et vérifié la séparation des exercices.

Nous avons examiné la conformité de la méthodologie appliquée par la société aux principes et méthodes comptables relatifs à la reconnaissance du revenu et nous nous sommes assurés de la correcte application des normes IFRS.

Nous avons vérifié que l'information financière présentée en annexe donnait une information appropriée.

### **Evaluation de la valeur recouvrable des goodwill**

*(Notes 1.2.8, 1.2.15 et 5.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés)*

#### ***Risque identifié***

Au 31 décembre 2018, la valeur nette des goodwill du Groupe s'élève à 1 291 millions d'euros.

Le Groupe Ipsos effectue un test de dépréciation des goodwill au moins une fois par an, ou en cas d'indice de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur recouvrable devient inférieure à la valeur comptable, la valeur recouvrable étant la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur de l'actif nette des coûts de transaction.

L'évaluation de la valeur recouvrable de ces actifs fait appel à des estimations et à des jugements de la part de la Direction du Groupe Ipsos et notamment à l'appréciation de l'environnement concurrentiel, économique et financier des pays dans lesquels le

## IPSOS SA

Rapport des  
Commissaires aux  
Comptes sur les comptes  
consolidés

groupe opère, de la capacité à réaliser les flux de trésorerie opérationnels découlant des plans stratégiques et de la détermination des taux d'actualisation et de croissance.

Nous considérons que l'évaluation des goodwill, constitue un point clé de notre audit compte tenu de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la Direction et du montant significatif dans les états financiers.

### **Réponses apportées lors de notre audit**

Nos travaux ont consisté à :

- Prendre connaissance des processus mis en place par la Direction pour la réalisation des tests de dépréciation de chaque UGT et notamment :
  - pour la détermination des multiples de marché,
  - pour la détermination des flux de trésorerie utilisés dans la détermination de la valeur recouvrable.
- Apprécier la fiabilité des données issues du plan d'affaires entrant dans le calcul de la valeur recouvrable. Notamment lorsque les tests de dépréciation d'une UGT se sont révélés sensibles à une hypothèse, nous avons :
  - Comparé les projections des plans d'affaires 2019 avec les plans d'affaires précédents ainsi que les résultats des exercices écoulés ;
  - Effectué des entretiens avec la Direction financière groupe et les Directions financière des pays pour identifier les principales hypothèses utilisées dans les plans d'affaires et confronter ces hypothèses avec les explications obtenues ;
  - Evalué les analyses de sensibilité et effectué nos propres analyses de sensibilité sur les hypothèses clés pour apprécier les impacts éventuels de ces hypothèses sur les conclusions des tests de dépréciation.
- Concernant les modèles utilisés pour la détermination des valeurs recouvrables, avec l'appui de nos experts en évaluation :
  - Nous avons testé la fiabilité mathématique des modèles et recalculé les valeurs recouvrables,
  - Nous nous sommes assurés de la cohérence des méthodologies de détermination des taux d'actualisation et de croissance infinie, comparer ces taux avec des données de marché ou des sources externes et nous avons recalculé ces taux avec nos propres sources de données.

Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations présentées dans la note 5.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

### **Comptabilisation de l'acquisition des 4 divisions globales de GfK Custom Business Research et allocation du prix d'acquisition**

(Notes 1.2.8, 1.2.15 et 5.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés)

#### **Risque identifié**

Le 10 octobre 2018, le groupe Ipsos a acquis 4 divisions globales du groupe GfK « Customer Experience » ; « Experience Innovation » ; « Health » et « Public Affairs », opérant dans 26 pays pour une valeur d'entreprise de 105 millions d'euros. L'affectation du prix d'acquisition de 99 M€ est en cours au 31 décembre 2018, le groupe disposant

## **IPSOS SA**

*Rapport des  
Commissaires aux  
Comptes sur les comptes  
consolidés*

selon le référentiel comptable IFRS d'un délai de douze mois pour ajuster de manière rétrospective, les montants provisoires comptabilisés à la date d'acquisition afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui, si elles avaient été connues, auraient affecté l'évaluation des montants comptabilisés à cette date.

Comme détaillé dans la note 2.1.1 – GfK des états financiers consolidés, l'allocation du prix d'acquisition a été déterminée sur la base de justes valeurs provisoires des actifs acquis et passifs repris à la date d'acquisition. Le montant du goodwill s'établit provisoirement à 65,8 millions d'euros.

Nous considérons que le traitement comptable de cette acquisition constitue un élément clé de l'audit compte tenu du nombre important de filiales concernées dans 26 pays différents et de l'importance du jugement de la Direction requis pour déterminer les justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre de cette opération.

### ***Réponses apportées lors de notre audit***

Au 31 décembre 2018, nos procédures ont principalement consisté à :

- Examiner la méthodologie appliquée par la société et sa conformité aux préconisations des normes IFRS ;
- S'assurer que la détermination du prix d'acquisition et des ajustements de prix estimés étaient conformes au contrat d'acquisition et reposaient sur les meilleures estimations de la Direction ;
- Examiner la pertinence des modalités suivies par la Direction et des principales hypothèses retenues pour identifier les actifs acquis et passifs repris et leur évaluation provisoire à la juste valeur. Notamment, nous avons pris connaissance des travaux et des conclusions de l'expert mandaté par IPSOS pour l'identification des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre de cette acquisition et nous avons examiné les hypothèses de travail relatives à l'identification d'éventuels actifs surévalués ou passifs sous évalués ou non pris en compte dans l'exercice d'identification des actifs acquis et des passifs repris ;
- S'assurer de la correcte comptabilisation dans chacune des filiales des actifs et passifs identifiés ;
- Revoir les clauses contractuelles du contrat d'acquisition relatives aux engagements donnés ou reçus dans le cadre de cette opération.

Nous avons vérifié le bien-fondé et l'exactitude des informations fournies dans les états financiers consolidés

### **Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

## **IPSOS SA**

*Rapport des  
Commissaires aux  
Comptes sur les comptes  
consolidés*

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion], étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

### **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

#### *Désignation des commissaires aux comptes*

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Ipsos SA par l'assemblée générale du 31 mai 2006 pour le cabinet Grant Thornton et par l'assemblée générale du 24 avril 2017 pour Mazars.

Au 31 décembre 2018, le cabinet Grant Thornton était dans la treizième année de sa mission sans interruption et Mazars dans la deuxième année.

### **Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

### ***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

## IPSOS SA

*Rapport des  
Commissaires aux  
Comptes sur les comptes  
consolidés*

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### ***Rapport au Comité d'audit***

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

**IPSOS SA**

*Rapport des  
Commissaires aux  
Comptes sur les comptes  
consolidés*

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 8 mars 2019

Les commissaires aux comptes

**GRANT THORNTON**

SOLANGE AÏACHE



**MAZARS**

ISABELLE MASSA



## 20.2. Comptes consolidés

pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

<b>1. Compte de résultat consolidé</b>	<b>160</b>	<b>5. Notes sur l'état de la situation financière</b>	<b>188</b>
<b>2. État du résultat global consolidé</b>	<b>161</b>	5.1 Goodwills	188
<b>3. État de la situation financière consolidée</b>	<b>162</b>	5.2 Autres immobilisations incorporelles	189
<b>4. État des flux de trésorerie consolidés</b>	<b>163</b>	5.3 Immobilisations corporelles	192
<b>5. État des variations des capitaux propres consolidés</b>	<b>164</b>	5.4 Participation dans les entreprises associées	192
		5.5 Autres actifs financiers non courants	193
		5.6 Clients et comptes rattachés	193
		5.7 Autres actifs courants	193
<b>Note aux états financiers consolidés</b>	<b>166</b>	5.8 Capitaux propres	194
		5.9 Endettement financier	197
<b>1. Informations générales et principales méthodes comptables</b>	<b>166</b>	5.10 Provisions courantes et non courantes	198
1.1 Informations générales	166	5.11 Engagements de retraite et assimilés	199
1.2 Principales méthodes comptables	166	5.12 Autres passifs courants et non courants	202
		5.13 Actifs et passifs sur contrats	202
<b>2. Évolution du périmètre de consolidation</b>	<b>178</b>	<b>6. Informations complémentaires</b>	<b>202</b>
2.1 Opérations réalisées sur l'exercice 2018	178	6.1 Notes sur l'état des flux de trésorerie consolidés	202
2.2 Opérations réalisées sur l'exercice 2017	180	6.2 Objectifs et politiques de gestion des risques financiers	202
<b>3. Information sectorielle</b>	<b>181</b>	6.3 Instruments financiers	206
3.1 Information sectorielle au 31 décembre 2018	181	6.4 Engagements hors bilan	209
3.2 Information sectorielle au 31 décembre 2017	182	6.5 Engagements lié aux acquisitions	211
3.3 Réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs du Groupe	182	6.6 Effectifs à la clôture	211
<b>4. Notes sur le compte de résultat</b>	<b>182</b>	6.7 Transactions avec les parties liées	211
4.1 Coûts directs	182	6.8 Événements postérieurs à la clôture	212
4.2 Autres charges et produits opérationnels	182	6.9 Informations sur les comptes sociaux d'Ipsos SA	212
4.3 Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	183	<b>7. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2018</b>	<b>213</b>
4.4 Autres charges et produits non courants	183	7.1 Périmètre consolidé	213
4.5 Charges et produits financiers	183	<b>8. Honoraires des commissaires aux comptes</b>	<b>219</b>
4.6 Impôts courants et différés	183		
4.7 Résultat net ajusté	186		
4.8 Résultat net par action	187		
4.9 Dividendes payés et proposés	187		

## 20.1. Comptes consolidés

## 20.2. Comptes consolidés

### 1 – Compte de résultat consolidé

Exercice clos le 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Notes	31/12/2018	31/12/2017
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>3</b>	<b>1 749 494</b>	<b>1 780 453</b>
Coûts directs	4.1	(611 119)	(623 787)
<b>Marge brute</b>		<b>1 138 374</b>	<b>1 156 666</b>
Charges de personnel - hors rémunération en actions		(753 464)	(747 500)
Charges de personnel - rémunération en actions	5.8.3	(8 937)	(10 094)
Charges générales d'exploitation		(207 477)	(210 865)
Autres charges et produits opérationnels	4.2	3 922	(5 931)
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>3</b>	<b>172 418</b>	<b>182 275</b>
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	4.3	(4 380)	(4 668)
Autres charges et produits non courants	4.4	(5 273)	(14 364)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	5.4	587	217
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>163 352</b>	<b>163 460</b>
Charges de financement	4.5	(21 281)	(20 380)
Autres charges et produits financiers	4.5	4 980	633
<b>Résultat net avant impôts</b>		<b>147 051</b>	<b>143 713</b>
Impôts - hors impôts différés sur amortissement du goodwill	4.6	(37 078)	(39 118)
Impôts différés sur amortissement du goodwill	4.6	(1 420)	24 482
<b>Impôt sur les résultats</b>	<b>4.6</b>	<b>(38 498)</b>	<b>(14 636)</b>
<b>Résultat net</b>		<b>108 554</b>	<b>129 076</b>
<b>Dont part du Groupe</b>		<b>107 520</b>	<b>128 507</b>
<b>Dont part des participations ne conférant pas le contrôle</b>		<b>1 033</b>	<b>569</b>
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	4.8	2,48	2,99
Résultat net part du Groupe par action dilué (en euros)	4.8	2,40	2,94

2 – État du résultat global consolidé

Exercice clos le 31 décembre 2018

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
<b>Résultat net</b>	<b>108 554</b>	<b>129 076</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes	(9 225)	(432)
Variation des écarts de conversion	(649)	(67 357)
Impôts différés sur investissements nets à l'étranger	1 650	(1 849)
<b>Total des autres éléments reclassables en résultat</b>	<b>(8 225)</b>	<b>(69 638)</b>
Gains et pertes actuariels au titre des régimes à prestations définies	834	181
Impôts différés sur gains et pertes actuariels	-	95
<b>Total des autres éléments non reclassables en résultat</b>	<b>834</b>	<b>276</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	<b>(7 391)</b>	<b>(69 362)</b>
<b>Résultat global</b>	<b>101 163</b>	<b>59 715</b>
Dont part du Groupe	99 393	61 086
Dont participations ne conférant pas le contrôle	1 769	(1 372)

3 – État de la situation financière consolidée

Exercice clos le 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Notes	31/12/2018	31/12/2017
<b>ACTIF</b>			
Goodwills	5.1	1 291 077	1 159 352
Autres immobilisations incorporelles	5.2	82 001	59 964
Immobilisations corporelles	5.3	37 890	32 228
Participation dans les entreprises associées	5.4	2 892	916
Autres actifs financiers non courants	5.5	35 021	21 425
Impôts différés actifs	4.6	26 987	21 252
<b>Actifs non courants</b>		<b>1 475 868</b>	<b>1 295 136</b>
Clients et comptes rattachés	5.6	466 119	441 399
Actifs sur contrats	5.13	168 822	176 261
Impôts courants	4.6	16 905	13 517
Autres actifs courants	5.7	78 831	75 802
Instruments financiers dérivés	5.9	500	1 462
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.9	167 834	137 267
<b>Actifs courants</b>		<b>899 011</b>	<b>845 708</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>2 374 878</b>	<b>2 140 844</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital	5.8	11 109	11 109
Primes d'émission		516 038	516 130
Actions propres		(22 723)	(35 235)
Autres réserves		526 177	441 212
Écarts de conversion		(121 475)	(112 515)
Résultat net – part du Groupe		107 520	128 507
<b>Capitaux propres - part du Groupe</b>		<b>1 016 646</b>	<b>949 208</b>
Participations ne conférant pas le contrôle		18 314	17 290
<b>Capitaux propres</b>		<b>1 034 960</b>	<b>966 498</b>
Emprunts et autres passifs financiers non courants	5.9	729 180	577 432
Provisions non courantes	5.10	4 678	8 964
Provisions pour retraites	5.11	29 715	26 918
Impôts différés passifs	4.6	70 934	66 450
Autres passifs non courants	5.12	22 040	18 183
<b>Passifs non courants</b>		<b>856 547</b>	<b>697 948</b>
Fournisseurs et comptes rattachés		276 266	259 432
Emprunts et autres passifs financiers courants	5.9	13 713	25 527
Impôts courants	4.6	12 153	14 658
Provisions courantes	5.10	4 996	7 189
Passifs sur contrats	5.12 et 5.13	15 656	16 134
Autres passifs courants	5.12	160 588	153 458
<b>Passifs courants</b>		<b>483 372</b>	<b>476 398</b>
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		<b>2 374 878</b>	<b>2 140 844</b>

4 – État des flux de trésorerie consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Notes	31/12/2018	31/12/2017
<b>OPÉRATIONS D'EXPLOITATION</b>			
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>108 554</b>	<b>129 076</b>
<b>Éléments sans incidence sur la capacité d'autofinancement</b>			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		32 698	24 910
Résultat net des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus		(609)	(217)
Moins-value (plus-value) sur cessions d'actifs		(9 461)	(43)
Variation nette des provisions		4 074	(511)
Rémunération en actions		8 458	9 549
Autres produits et charges calculés		(1 106)	(778)
Frais d'acquisition de sociétés consolidées		3 930	178
Charge de financement		21 281	20 380
Charge d'impôt		38 498	14 636
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT CHARGES DE FINANCEMENT ET IMPÔT</b>		<b>206 317</b>	<b>197 182</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	6.1.1	3 482	(37 771)
Intérêts financiers nets payés		(18 385)	(21 245)
Impôts payés		(39 697)	(38 975)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION</b>		<b>151 717</b>	<b>99 191</b>
<b>OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6.1.2	(49 006)	(17 518)
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels		164	285
(Augmentation) / diminution d'immobilisations financières		5 216	(1 201)
Acquisitions de sociétés et d'activités consolidées nettes de trésorerie acquise	6.1.3	(152 479)	(2 212)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		<b>(196 105)</b>	<b>(20 647)</b>
<b>OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Augmentation / (Réduction) de capital		-	-
(Achats) / Ventes nets d'actions propres		1 219	6 399
Augmentation des emprunts à long terme		603 286	700 272
Diminution des emprunts à long terme		(481 034)	(753 587)
Augmentation / (diminution) des découverts bancaires		567	86
Rachats de participations ne conférant pas le contrôle	6.1.3	(9 125)	(12 785)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(37 831)	(36 414)
Dividendes versés aux participations ne conférant pas le contrôle des sociétés intégrées		(857)	-
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		<b>76 225</b>	<b>(96 030)</b>
<b>VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE</b>		<b>31 837</b>	<b>(17 485)</b>
Incidence des variations des cours des devises sur la trésorerie		(1 269)	(10 140)
<b>TRÉSORERIE À L'OUVERTURE</b>		<b>137 267</b>	<b>164 892</b>
<b>TRÉSORERIE À LA CLÔTURE</b>		<b>167 834</b>	<b>137 267</b>

5 – État des variations des capitaux propres consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Titres d'auto-contrôle	Autres réserves	Écarts de conversion	Capitaux propres		
						Attribuables aux actionnaires de la société	Participations ne conférant pas le contrôle	Total
<b>Situation au 1er janvier 2017</b>	<b>11 109</b>	<b>516 489</b>	<b>(55 905)</b>	<b>492 738</b>	<b>(44 819)</b>	<b>919 612</b>	<b>19 805</b>	<b>939 417</b>
Variation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution dividendes	-	-	-	(36 292)	-	(36 292)	(75)	(36 367)
Effets des acquisitions et engagements de rachat des participations ne conférant pas le contrôle	-	-	-	(10 899)	-	(10 899)	(1 332)	(12 231)
Livraison d'actions propres concernant le plan d'attribution d'actions gratuites 2015 et IPF 2012-2020	-	-	13 935	(13 935)	-	-	-	-
Autres mouvements sur les actions propres	-	(358)	6 735	22	-	6 399	-	6 399
Rémunérations en actions constatées directement en capitaux propres	-	-	-	9 543	-	9 543	-	9 543
Autres mouvements	-	-	-	(241)	-	(241)	264	22
<b>Transactions avec les actionnaires</b>	-	<b>(358)</b>	<b>20 670</b>	<b>(51 803)</b>	-	<b>(31 491)</b>	<b>(1 143)</b>	<b>(32 634)</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	-	-	-	<b>128 507</b>	-	<b>128 507</b>	<b>569</b>	<b>129 075</b>
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes</i>	-	-	-	-	(972)	(972)	540	(432)
<i>Impôts différés sur investissements nets à l'étranger</i>	-	-	-	-	(1 849)	(1 849)	-	(1 849)
<i>Variation des écarts de conversion</i>	-	-	-	-	(64 876)	(64 876)	(2 481)	(67 357)
<i>Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des régimes à prestations définies</i>	-	-	-	181	-	181	-	181
<i>Impôts différés sur gains et pertes actuariels</i>	-	-	-	95	-	95	-	95
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	-	-	-	<b>276</b>	<b>(67 697)</b>	<b>(67 421)</b>	<b>(1 941)</b>	<b>(69 362)</b>
<b>Résultat global</b>	-	-	-	<b>128 783</b>	<b>(67 697)</b>	<b>61 086</b>	<b>(1 372)</b>	<b>59 715</b>
<b>Situation au 31 décembre 2017</b>	<b>11 109</b>	<b>516 130</b>	<b>(35 235)</b>	<b>569 719</b>	<b>(112 515)</b>	<b>949 208</b>	<b>17 290</b>	<b>966 498</b>

En milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Titres d'auto-contrôle	Autres réserves	Écarts de conversion	Capitaux propres		
						Attribuables aux actionnaires de la société	Participations ne conférant pas le contrôle	Total
<b>Situation au 1er janvier 2018</b>	<b>11 109</b>	<b>516 130</b>	<b>(35 235)</b>	<b>569 719</b>	<b>(112 515)</b>	<b>949 208</b>	<b>17 290</b>	<b>966 498</b>
Impact de première application d'IFRS 15	-	-	-	(6 958)	-	(6 958)	(41)	(6 998)
Variation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution dividendes	-	-	-	(37 484)	-	(37 484)	(857)	(38 341)
Effets des acquisitions et engagements de rachat des participations ne conférant pas le contrôle	-	-	-	1 424	-	1 424	(296)	1 128
Livraison d'actions propres concernant les plans d'attribution d'actions gratuites 2016 et IPF 2012-2020	-	-	10 905	(10 905)	-	-	-	-
Autres mouvements sur les actions propres	-	(92)	1 607	-	-	1 515	-	1 515
Rémunérations en actions constatées directement en capitaux propres	-	-	-	8 458	-	8 458	-	8 458
Autres mouvements	-	-	-	1 089	-	1 089	449	1 537
<b>Transactions avec les actionnaires</b>	-	<b>(92)</b>	<b>12 512</b>	<b>(37 418)</b>	-	<b>(24 999)</b>	<b>(704)</b>	<b>(25 701)</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	-	-	-	<b>107 520</b>	-	<b>107 520</b>	<b>1 033</b>	<b>108 554</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>								
<i>Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes</i>	-	-	-	-	(9 108)	(9 108)	(117)	(9 225)
<i>Impôts différés sur investissements nets à l'étranger</i>	-	-	-	-	1 650	1 650	-	1 650
<i>Variation des écarts de conversion</i>	-	-	-	-	(1 503)	(1 503)	854	(649)
<i>Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des régimes à prestations définies</i>	-	-	-	834	-	834	-	834
<i>Impôts différés sur gains et pertes actuariels</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	-	-	-	<b>834</b>	<b>(8 961)</b>	<b>(8 127)</b>	<b>736</b>	<b>(7 391)</b>
<b>Résultat global</b>	-	-	-	<b>108 354</b>	<b>(8 961)</b>	<b>99 393</b>	<b>1 769</b>	<b>101 163</b>
<b>Situation au 31 décembre 2018</b>	<b>11 109</b>	<b>516 038</b>	<b>(22 723)</b>	<b>633 697</b>	<b>(121 475)</b>	<b>1 016 646</b>	<b>18 314</b>	<b>1 034 960</b>

## Notes aux états financiers consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

### 1 – Informations générales et principales méthodes comptables

#### 1.1 – Informations générales

Ipsos est un groupe mondial qui propose des solutions études aux entreprises et aux institutions. Il se situe aujourd'hui au 3ème rang mondial sur son marché, avec des filiales consolidées dans 89 pays au 31 décembre 2018.

Ipsos SA est une société anonyme, cotée sur Euronext Paris. Son siège social est situé 35, rue du Val de Marne- 75013 Paris (France).

En date du 27 février 2019, le Conseil d'administration d'Ipsos a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés d'Ipsos pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 seront soumis à l'approbation des actionnaires d'Ipsos lors de son Assemblée générale annuelle, qui se tiendra le 28 mai 2019.

Les états financiers sont présentés en Euro et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (€000), sauf indication contraire.

#### 1.2 – Principales méthodes comptables

##### 1.2.1 – Base de préparation des états financiers

En application du règlement n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le parlement européen et le conseil européen, les états financiers consolidés de l'exercice 2018 du groupe Ipsos sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2018 et dont le règlement d'adoption est paru au Journal Officiel de l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes.

##### 1.2.1.1 – Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018

En dehors des impacts des normes IFRS 15 et IFRS 9 qui sont détaillés dans la suite de ce document, les autres nouvelles normes, interprétations ou amendements qui ont été publiés et qui sont d'application obligatoire pour le Groupe à compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2018 n'ont pas eu d'impact significatif pour les comptes consolidés :

- Amendement à IFRS 2 : Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions ;

- Amendements à IFRS 4 : Contrats d'assurance – implémentation d'IFRS 9 ;
- Amendement à IAS 40 : Immeubles de placement – transfert d'un bien immobilier (de ou vers) la catégorie d'immeubles de placement ;
- Améliorations annuelles des IFRS (2014-2016) : Différentes normes ; et
- IFRIC 22 : Transactions en devises et paiements d'avance.
  - Norme IFRS15 :

La norme IFRS 15 (« Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ») remplace, à compter du 1er janvier 2018, les normes IAS 18, Produits des activités ordinaires et IAS 11, Contrats de constructions, et toutes les interprétations liées.

Ipsos a débuté son projet de mise en œuvre de la norme IFRS 15 en 2017 par une phase de diagnostic durant laquelle les différentes catégories de contrats conclus avec les clients, représentatives de l'activité de Ipsos, ont été analysées par durées et types de contrats dans les principaux pays. En parallèle, dans le cadre d'un groupe de réflexion et de travail de l'industrie des études de marchés animé par ESOMAR (le syndicat professionnel mondial des praticiens en études de marchés), le Groupe Ipsos a participé à des réunions avec deux sociétés des études de marchés membres également d'ESOMAR, afin de déterminer des recommandations et « meilleures pratiques » de place. Celles-ci ont été diffusées sur le site Esomar. Six thèmes se dégagent de cette réflexion : la reconnaissance du revenu à l'avancement ou l'achèvement ; l'interprétation des clauses contractuelles de résiliation ; la mesure de l'avancement ; la séparation d'un contrat en plusieurs composants ; la capitalisation des coûts ; la présentation des états financiers : créances clients ou études en cours. Ipsos suit l'ensemble des recommandations issues de ce groupe de travail.

Le Groupe a été en mesure d'établir ses premières conclusions en interne au deuxième semestre de l'année 2018 et les a présentées au Comité d'audit dédié à cet effet le 8 janvier 2019.

Les contrats qu'Ipsos signe avec ses clients sont conclus soit individuellement soit dans le cadre d'accords-cadres dits MSA (« Master Service Agreement »). Dans les deux cas, les clauses contractuelles des conditions générales de vente ont été amendées pour répondre aux exigences d'IFRS 15, en particulier s'agissant de la possibilité pour le client de résilier le contrat avant terme pour convenance. Ces clauses ont été mises en application dans le Groupe à compter de début 2018.

Le Groupe Ipsos souhaite également mettre en place de nouvelles règles de facturations standards des clients, consistant à facturer les contrats avec les clients selon un rythme de facturation mensuelle et à l'avance. Ceci est

conforme à ce qui se pratique dans d'autres secteurs des services et conseils aux entreprises.

S'agissant d'une prestation transférée en continue, les revenus issus des contrats conclus avec les clients sont comptabilisés à l'avancement sous IFRS 15, le transfert de contrôle en continu au titre de la prestation effectuée étant démontré.

Les méthodes ne reflétant pas le pourcentage d'avancement des études ont été abandonnées dans le cadre d'IFRS 15, au bénéfice de la méthode linéaire, dans la mesure où celle-ci reflète de manière fiable le pourcentage d'avancement.

Le Groupe applique la norme IFRS 15 depuis le 1er janvier 2018 et a choisi d'appliquer la méthode rétrospective de transition simplifiée qui consiste à retraiter uniquement les revenus des contrats impactés par le changement de norme et encore en cours au 1er janvier 2018, ceci compte tenu du caractère non significatif de l'impact de ce changement de méthode sur le chiffre d'affaires et en conformité avec les options proposées par la norme IFRS15.

L'impact de ce changement est comptabilisé dans les capitaux propres consolidés d'ouverture au 1er janvier 2018. L'année 2017 présentée en comparatif n'est donc pas retraitée.

Sur une base de capitaux propres publiés au 31 décembre 2017 de 966,5 millions d'euros, le montant des ajustements en capitaux propres du bilan d'ouverture s'élève à – 6,9 millions d'euros.

Par ailleurs, pour les besoins de calcul de la croissance organique du chiffre d'affaires, c'est l'ancienne norme (IAS 18) qui continue d'être appliquée et suivie pour l'année 2018 dans le reporting interne du Groupe. L'impact sur le chiffre d'affaires annuel de l'application de la norme IFRS15 est de 3,8 millions d'euros pour l'année 2018.

Les impacts de la norme IFRS15 sur le bilan d'ouverture sont les suivants :

en milliers d'euros	Notes	31/12/2017	Ajustements IFRS 15	01/01/2018 retraité
<b>ACTIF</b>				
Impôts différés actifs		21 252	2 399	23 651
<b>Actifs non courants</b>		<b>1 295 136</b>	<b>2 399</b>	<b>1 297 535</b>
Clients et comptes rattachés	5.6	617 660	(21 383)	596 277
<b>Actifs courants</b>		<b>845 708</b>	<b>(21 383)</b>	<b>824 325</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>2 140 844</b>	<b>(18 984)</b>	<b>2 121 860</b>

en milliers d'euros	Notes	31/12/2017	Ajustements IFRS 15	01/01/2018 retraité
<b>PASSIF</b>				
Autres réserves		569 717	(6 998)	562 719
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société</b>		<b>949 208</b>	<b>(6 998)</b>	<b>942 210</b>
Fournisseurs et comptes rattachés		259 432	(11 986)	247 446
<b>Passifs courants</b>		<b>476 398</b>	<b>(11 986)</b>	<b>464 412</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>2 140 844</b>	<b>(18 984)</b>	<b>2 121 860</b>

- Norme IFRS 9

La norme IFRS 9 a été structurée selon trois grandes thématiques : classification et évaluation des actifs et passifs financiers, dépréciation et comptabilité de couverture.

Cette norme, approuvée par l'Union Européenne, est applicable de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018.

Le Groupe Ipsos a appliqué la norme IFRS 9 à compter du 1er janvier 2018 et compte tenu de la nature de ses activités, les impacts sont non significatifs.

Classification et évaluation des actifs et passifs financiers : La norme permet de faire le choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale de chaque actif financier ayant la nature d'instrument de capitaux propres au sens de IAS 32, de le comptabiliser en juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global non recyclable (FVOCI) ou en juste valeur par le résultat. Dans les autres actifs financiers sont comptabilisés les titres non consolidés pour 2 179k€ au 31 décembre 2017 et 15 133k€ au 31 décembre 2018. Le groupe IPSOS a classé une partie de ces titres en :

- juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (FVOCI) pour 1 256 k€ ajusté d'acquisitions pour 2 982k€ et non réévalués au 31.12.2018 soit un solde de 4 238k€,

- 923 k€ réévalués à 10 895k€ en juste valeur par le résultat au 31 décembre 2018.

Dépréciation des actifs financiers : IFRS9 impose la comptabilisation d'une dépréciation à hauteur des pertes attendues sans impact significatif pour le Groupe Ipsos.

Comptabilité de couverture : IFRS9 n'a aucun impact dans les comptes consolidés d'Ipsos. Le groupe dispose de deux instruments financiers qui répondent aux critères de la comptabilité de couverture de juste valeur au sens de la norme IAS 39 : un swap de taux d'intérêt mis en place pour couvrir un tiers de l'emprunt obligataire de 300 millions de dollars US et un swap de devises pour couvrir un prêt intragroupe libellé en euros et accordé à une filiale canadienne. Le passage à IFRS 9 n'a d'impact significatif lié à cette couverture.

- Amendement à IFRS2

L'amendement a 3 volets et n'a aucun impact sur les comptes du Groupe Ipsos.

Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018

**> Principales normes IFRS publiées et non encore applicables**

- Norme IFRS 16

L'IASB a publié en janvier 2016 la norme IFRS 16, Contrats de Location, qui aligne la comptabilisation des contrats de location simple sur celle des contrats de location financement (i.e. : comptabilisation au bilan d'une dette au titre des loyers futurs et d'un actif au titre du droit d'utilisation). La mise en œuvre de cette norme entrainera, également un changement de présentation de la charge de loyers au compte de résultat (ie. Dotation aux amortissements et charge d'intérêts) et dans le tableau des flux de trésorerie (le montant affecté au remboursement de la dette sera présenté en flux de trésorerie liés aux activités de financement et celui affecté à l'actif sera présenté en flux de trésorerie liés aux activités d'investissement).

La norme est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. L'analyse des impacts de cette norme est en cours. A ce stade, nous ne sommes pas en mesure de donner une estimation des impacts de l'application de cette norme ni de lien avec les engagements de location.

#### 1.2.2 – Recours à des estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Les principales sources d'estimations concernent :

- la valeur des goodwill pour lesquels le Groupe vérifie au moins une fois par an qu'il n'y a pas lieu de constater une dépréciation, en ayant recours à différentes méthodes qui nécessitent des estimations. De plus amples détails sont donnés dans les notes 1.2.8 et 5.1.1 ;

- l'allocation provisoire du prix d'acquisition des 4 filiales de GfK comme décrit dans la note 2.1.1 ;

- les actifs d'impôt différé liés à l'activation des déficits reportables tels que décrit dans la note 1.2.24 ;

- les actifs financiers non cotés tels que décrit dans la note 1.2.16 ;

- l'évaluation des dettes de puts sur participations ne conférant pas le contrôle tels que décrit dans la note 1.2.7 ;

- l'évaluation de la juste valeur des emprunts et des instruments de couverture tels que décrit dans la note 1.2.20 ;

- l'évaluation de l'avancement des études tel que décrit dans la note 1.2.25 ;

- les différents éléments entrant dans le calcul de la marge opérationnelle tels que décrits dans les notes 1.2.25 Reconnaissance du chiffre d'affaires, 1.2.26 Définition de la marge brute et 1.2.27 Définition de la marge opérationnelle.

### 1.2.3 – Méthodes de consolidation

Conformément à IFRS 10, États financiers consolidés, les états financiers consolidés d'Ipsos comprennent les comptes des entités que l'Entreprise contrôle directement ou indirectement, quel que soit son niveau de participation dans les capitaux propres de ces entités. Une entité est contrôlée dès lors qu'Ipsos détient le pouvoir sur cette entité, est exposé à, ou a droit à des rendements variables du fait de son implication dans cette entité, et lorsqu'elle a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur le montant de ces rendements.

La détermination du contrôle prend en compte l'existence de droits de vote potentiels s'ils sont substantifs, c'est-à-dire s'ils peuvent être exercés en temps utile lorsque les décisions sur les activités pertinentes de l'entité doivent être prises.

Les états financiers comprennent les états financiers du groupe Ipsos et de toutes ses filiales au 31 décembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe en a obtenu le contrôle.

Les sociétés contrôlées par le Groupe (Un investisseur contrôle une entité faisant l'objet d'un investissement lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité faisant l'objet d'un investissement et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci), que ce soit de droit (détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote), ou contractuellement sont consolidées par intégration globale. Les comptes sont pris à 100 %, poste par poste, avec constatation des droits des participations ne conférant pas le contrôle.

Conformément à IFRS 11, Partenariats, Ipsos classe les partenariats – entités sur lesquelles Ipsos exerce un contrôle conjoint avec une ou plusieurs autres parties – soit en activité conjointe, pour laquelle Ipsos comptabilise ses actifs et ses passifs proportionnellement à ses droits et obligations y afférent, soit en coentreprise, comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence.

Le groupe Ipsos exerce un contrôle conjoint sur un partenariat lorsque les décisions concernant les activités pertinentes du partenariat requièrent le consentement unanime d'Ipsos et des autres parties partageant le contrôle.

Ipsos exerce une influence notable sur une entreprise associée lorsqu'elle détient le pouvoir de participer aux

décisions de politique financière et opérationnelle, sans toutefois pouvoir contrôler ou exercer un contrôle conjoint sur ces politiques.

Les coentreprises, sociétés sur lesquelles Ipsos exerce un contrôle conjoint, et les entreprises associées, sociétés sur lesquelles Ipsos exerce une influence notable, sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence conformément à la norme IAS 28, Participations dans des entreprises associées et coentreprises.

La méthode de mise en équivalence consiste à comptabiliser initialement la participation au coût et à l'ajuster ultérieurement pour tenir compte des variations de l'actif net comptable d'une entreprise associée ou d'une coentreprise.

Les transactions réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

La liste des principales sociétés incluses dans le périmètre de consolidation en 2018 est présentée dans la note 7.1.

### 1.2.4 – Information sectorielle

En application de la norme IFRS 8, l'information sectorielle présentée dans les comptes consolidés doit être basée sur le reporting interne régulièrement examiné par la Direction Générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. La Direction Générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.

Les secteurs retenus, au nombre de trois, résultent des zones géographiques issues du reporting interne utilisé par la Direction Générale. Les trois secteurs sont les suivants :

- l'Europe, Moyen-Orient, Afrique,
- les Amériques,
- l'Asie-Pacifique.

Par ailleurs, le groupe Ipsos est entièrement dédié à une seule activité : les études par enquête.

Les méthodes d'évaluation mises en place par le Groupe pour le reporting des segments selon IFRS 8 sont identiques à celles mises en place dans les états financiers.

À ces trois secteurs opérationnels s'ajoutent les entités Corporate ainsi que des éliminations entre les trois secteurs opérationnels classés dans la rubrique « Autres ». Les actifs du Corporate qui ne sont pas directement imputables aux activités des secteurs opérationnels ne sont pas alloués à un secteur.

Les opérations commerciales inter secteurs sont réalisées à des termes et conditions de marché similaires à ceux qui seraient proposés à des tierces parties. Les actifs sectoriels sont constitués des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris goodwill), des créances clients ainsi que des autres actifs courants.

### 1.2.5 – Méthode de conversion des éléments en devises

Les états financiers des filiales étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de l'euro et n'est pas la monnaie d'une économie hyper-inflationniste, sont convertis en euros, monnaie de présentation des états financiers d'Ipsos de la façon suivante :

- Les actifs et les passifs sont convertis au taux de clôture.
- Le compte de résultat est converti au taux moyen de la période.
- Les écarts de conversion résultant de l'application de ces différents taux figurent dans un poste spécifique des autres éléments du résultat global « Variations des écarts de conversion ».

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 - Effets des variations des cours des monnaies étrangères. En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat de la période :

- en marge opérationnelle pour les transactions commerciales liées aux études ;
- en autres charges et produits non courants pour les engagements de rachats de participations ne conférant pas le contrôle;
- en résultat financier pour les transactions financières et les frais centraux.

Par exception à la règle décrite ci-dessus, les écarts de conversion sur les opérations de financement intragroupe à long terme pouvant être considérées comme faisant partie de l'investissement net dans une filiale étrangère et les écarts de conversion sur les emprunts en monnaies étrangères qui constituent totalement ou pour partie une couverture de l'investissement net dans une entité étrangère (conformément aux dispositions d'IAS 39), sont comptabilisés directement parmi les autres éléments du résultat global en « Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes » jusqu'à la sortie de l'investissement net.

### 1.2.6 – Opérations et comptes réciproques

Les soldes au 31 décembre des comptes de créances et de dettes entre sociétés du Groupe, les charges et les produits réciproques entre sociétés du Groupe ainsi que les opérations intra-groupes telles que paiements de dividendes, plus ou moins-values de cession, dotations ou

reprises de provisions pour dépréciation de titres consolidés, ou de prêts à des sociétés du Groupe, marges internes sont éliminés en tenant compte de leur effet sur le résultat et l'impôt différé.

### 1.2.7 – Engagements de rachat des participations ne conférant pas le contrôle

Le Groupe a consenti à des actionnaires minoritaires de certaines de ses filiales consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations. Ces engagements de rachat correspondent pour le Groupe à des engagements optionnels (options de vente).

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe enregistre un passif au titre des options de vente vendues aux participations ne conférant pas le contrôle des entités consolidées par intégration globale. Le passif est comptabilisé initialement pour la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option de vente puis ré-estimé lors des arrêts ultérieurs en tenant compte de l'évolution de la valeur de l'engagement.

Pour les acquisitions avec prise de contrôle réalisées avant le 1er janvier 2010, la contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des intérêts minoritaires et pour le solde en goodwill. Lors des exercices ultérieurs, l'effet de désactualisation et la variation de la valeur de l'engagement sont comptabilisés par ajustement du montant du goodwill.

À l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, les écritures antérieurement comptabilisées sont contre-passées ; si le rachat est effectué, le montant constaté en autres passifs courants ou non courants est soldé par contrepartie du décaissement lié au rachat de la participation minoritaire et le goodwill en cours est reclassé en goodwill.

Pour les acquisitions avec prise de contrôle réalisées à partir du 1er janvier 2010, et en application des normes IFRS 3 révisée et IAS 27 amendée, la contrepartie de ce passif est enregistrée en déduction des capitaux propres hors-groupe à hauteur de la valeur comptable des intérêts minoritaires/participations ne conférant pas le contrôle concernés, et en déduction des capitaux propres part du Groupe pour l'excédent éventuel. La dette est réévaluée à chaque clôture à la valeur actuelle de remboursement, c'est-à-dire à la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option de vente.

Jusqu'au 31 décembre 2012, toute variation de valeur était comptabilisée en capitaux propres. A compter de l'exercice 2013, le Groupe Ipsos a décidé de comptabiliser toutes les variations de valeur des engagements de rachat de participations ne conférant pas le contrôle et l'effet de désactualisation dans le poste « autres charges et produits non courants » du compte de résultat ainsi que le permet la norme IAS 39.

Conformément à IAS 27, la quote-part du résultat ou de variations de capitaux propres attribuée à la société mère et aux participations ne conférant pas le contrôle est déterminée sur la base des pourcentages de participation

actuels et ne reflète pas la participation complémentaire potentielle représentée par l'engagement de rachat.

### 1.2.8 – Goodwills et regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises intervenus après le 1er janvier 2010 sont comptabilisés suivant la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises ». Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels repris sont comptabilisés à leur juste valeur en date d'acquisition, sous réserve qu'ils respectent les critères de comptabilisation d'IFRS 3 révisée.

Le goodwill correspond à la somme de la contrepartie transférée et des participations ne conférant pas le contrôle, minorée du montant net comptabilisé au titre des actifs identifiables et passifs repris de l'entreprise acquise à la date d'acquisition, est comptabilisé à l'actif du bilan sous la rubrique « Goodwills ». Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans la valeur des titres mis en équivalence. Il correspond essentiellement à des éléments non identifiables tels que le savoir faire et l'expertise-métier des équipes. Les goodwills négatifs sont enregistrés immédiatement en résultat.

Les goodwills sont alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) pour les besoins des tests de dépréciation. Le goodwill est affecté aux UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises et représentant au sein du Groupe le niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour des besoins de gestion interne.

Une UGT se définit comme le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les UGT correspondent aux zones géographiques dans lesquelles le Groupe exerce ses activités.

Les goodwills sont enregistrés dans la devise fonctionnelle de l'entité acquise.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés immédiatement en charges lorsqu'ils sont encourus.

Lors de chaque acquisition, le Groupe peut opter pour la comptabilisation d'un goodwill dit « complet », c'est à-dire que ce dernier est calculé en prenant en compte la juste valeur des intérêts minoritaires/ participations ne conférant pas le contrôle en date d'acquisition, et non pas uniquement leur quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise.

Les goodwills ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an par comparaison de leurs valeurs comptables et de leurs valeurs recouvrables à la date de clôture sur la base des projections de flux de trésorerie basées sur les données budgétaires couvrant une période de quatre ans. La fréquence du test peut être plus courte si des événements ou circonstances indiquent que la

valeur comptable n'est pas recouvrable. De tels événements ou circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- Un écart significatif de la performance économique de l'actif en comparaison avec le budget ;
- Une dégradation significative de l'environnement économique de l'actif ;
- La perte d'un client majeur ;
- La croissance significative des taux d'intérêts.

Les modalités des tests de dépréciation sont décrites en Note 1.2.15 consacrée aux dépréciations d'actifs. En cas de perte de valeur, la dépréciation enregistrée au compte de résultat est irréversible.

Tout ajustement de prix potentiel est estimé à sa juste valeur en date d'acquisition et cette évaluation initiale ne peut être ajustée ultérieurement en contrepartie du goodwill qu'en cas de nouvelles informations liées à des faits et circonstances existant à la date d'acquisition et dans la mesure où l'évaluation était encore présentée comme provisoire (période d'évaluation limitée à 12 mois) ; tout ajustement ultérieur ne répondant pas à ces critères est comptabilisé en résultat du Groupe en contrepartie d'une dette ou d'une créance.

Pour les acquisitions réalisées antérieurement au 1er janvier 2010 et pour lesquelles l'ancienne norme IFRS 3 continue de s'appliquer, toutes les variations de dettes sur acquisitions (variation de prix différés ou d'earn-out) restent comptabilisées en contrepartie du goodwill, sans impact sur le résultat du Groupe.

La norme IFRS 10 a modifié la comptabilisation des transactions concernant les participations ne conférant pas le contrôle, dont les variations, en l'absence de changement de contrôle, sont désormais comptabilisées en capitaux propres. Notamment, lors d'une acquisition complémentaire de titres d'une entité déjà contrôlée par le Groupe, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire des capitaux propres consolidés acquise est enregistré en capitaux propres – part du Groupe. La valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de l'entité (y compris le goodwill) reste inchangée.

### 1.2.9 – Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément figurent au bilan à leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont enregistrées pour leur juste valeur à la date d'acquisition, séparément du goodwill si elles remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- elles sont identifiables, c'est-à-dire qu'elles résultent de droits légaux ou contractuels ;

- elles sont séparables de l'entité acquise.

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de marques, de relations contractuelles avec les clients, de logiciels, de frais de développement et des panels.

#### 1.2.10 – Marques et relations contractuelles avec les clients

Dans le cadre des regroupements d'entreprises, aucune valeur n'est allouée aux marques rachetées qui sont considérées comme des enseignes sans valeur intrinsèque, sauf si la marque a une notoriété suffisante permettant au groupe de maintenir une position de leader sur un marché et de générer des profits sur une longue période.

Les marques reconnues dans le cadre des regroupements d'entreprises sont considérées comme à durée de vie indéfinie et ne sont pas amorties. Elles font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle qui consiste à comparer leur valeur recouvrable et leur valeur comptable. Les pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Conformément à la norme IFRS 3 révisée, des relations contractuelles avec les clients sont comptabilisées séparément du goodwill dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, dès lors que l'entreprise acquise a un volume d'affaires régulier avec des clients identifiés. Les relations contractuelles avec les clients sont évaluées selon la méthode de l'« Excess Earnings » qui prend en compte les flux de trésorerie futurs actualisés générés par les clients. Les paramètres utilisés sont cohérents avec ceux utilisés pour l'évaluation des goodwills.

Les relations contractuelles avec les clients, dont la durée d'utilité est déterminable, sont amorties sur leur durée d'utilisation, qui a été évaluée généralement entre 13 et 17 ans. Elles font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur.

#### 1.2.11 – Logiciels et frais de développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus. Les dépenses de développement sur un projet individuel sont activées quand la faisabilité du projet et sa rentabilité peuvent raisonnablement être considérées comme assurées.

En application de cette norme, les frais de développement sont immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que le Groupe peut démontrer :

- son intention d'achever cet actif et sa capacité à l'utiliser ou à le vendre ;
- sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- la disponibilité des ressources pour mener le projet à son terme ;

- qu'il est probable que des avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront au Groupe ;

- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les logiciels immobilisés comprennent des logiciels à usage interne ainsi que des logiciels à usage commercial, évalués soit à leur coût d'acquisition (achat externe), soit à leur coût de production (développement interne).

Ces immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue, à savoir :

- pour les logiciels : 3 ans ;
- pour les frais de développement, selon la durée économique déterminée pour chaque projet de développement spécifique.

#### 1.2.12 – Panels

Des règles spécifiques sont appliquées par le Groupe dans le cas des panels : ils désignent les échantillons représentatifs d'individus ou de professionnels interrogés régulièrement sur des variables identiques et qui sont appréhendées par le Groupe suivant leur nature :

- Panel on-line : panel principalement interrogé par ordinateur ;
- Panel off-line : panel principalement interrogé par courrier ou par téléphone.

Les coûts occasionnés par la création et l'amélioration des panels off-line sont comptabilisés en tant qu'actifs et amortis sur la durée de vie estimée des panélistes, à savoir 3 ans.

Les coûts générés par la création et l'augmentation de la capacité des panels on-line (achat de fichiers, scanning, recrutement des panélistes) faisaient l'objet d'une activation dans certains pays. Dans d'autres pays, les coûts de recrutement étaient capitalisés puis dépréciés selon la méthode du FIFO.

En 2018, le groupe a entrepris d'harmoniser la méthode de capitalisation et de dépréciation appliquée dans toutes ses filiales pour les panels on-line. Cela a abouti à un affinement de la méthodologie de capitalisation et de dépréciation. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, le groupe capitalise les coûts de recrutement pour tous ses panels on-line puis les déprécie en fonction du rythme attendu de génération de réponses aux enquêtes. Ce rythme a été défini par zone géographique (Europe, Amérique du Nord, Asie-Pacifique, Amérique Latine et MENA) en fonction de l'historique et de sorte à amortir les coûts intégralement sur 5 ans.

Cette méthodologie a été appliquée en 2018 de manière prospective et a eu un impact non significatif de 78K€ positif

sur la charge de dépréciation reconnue dans les comptes consolidés.

Les dépenses de maintenance requises ultérieurement sur les autres panels sont inscrites en charges compte tenu de la nature spécifique de ces incorporels et de la difficulté de les dissocier des dépenses engagées pour maintenir ou développer l'activité intrinsèque de la société.

#### 1.2.13 – Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient, diminué des amortissements et de toute perte de valeur identifiée.

Les immobilisations corporelles sont composées d'agencements et d'installations, de matériel de bureau et informatique, de mobilier de bureau et de matériel de transport.

Certains éléments de l'actif font l'objet de contrat de location dont Ipsos est preneur. Ces éléments entrent donc dans le champ d'application de la norme IAS 17 relative aux contrats de location.

Selon cette norme, les contrats de location ayant pour effet de transférer substantiellement au preneur tous les risques et avantages inhérents à la propriété du bien sont qualifiés de contrats de location financement.

La valeur des immobilisations faisant l'objet d'un contrat qualifié de contrat de location financement est inscrite à l'actif. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode indiquée ci-dessous. La dette financière correspondante figure au passif du bilan.

Les contrats de location autres que les contrats de location financement sont des contrats de location simple.

Les charges locatives encourues au titre des contrats de location simple sont étalées linéairement sur la durée du contrat de location.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation estimées :

- agencements et installations : période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité (10 ans) ;
- matériel de bureau et informatique : période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité (de 3 à 5 ans) ;
- mobilier de bureau : période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité (de 9 ou 10 ans) ;
- matériel de transport : période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité (5 ans).

La durée d'utilité et la valeur résiduelle des immobilisations corporelles font l'objet d'une revue annuelle. Le cas échéant, l'incidence des modifications de durée d'utilité ou de valeur résiduelle est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Les amortissements des immobilisations corporelles sont constatés dans les différentes lignes fonctionnelles du compte de résultat.

#### 1.2.14 – Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus et figurent dans le compte de résultat en « charges de financement ».

#### 1.2.15 – Dépréciation des actifs immobilisés

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », des tests de dépréciation sont pratiqués pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte potentielle de valeur existe, et au moins une fois par an, s'agissant d'actifs incorporels à durée de vie indéterminée (panels on-line) et des goodwill.

Lorsque la valeur nette comptable de ces actifs devient supérieure à la valeur recouvrable, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence. La dépréciation, imputée en priorité le cas échéant sur le goodwill, est comptabilisée dans une rubrique spécifique du compte de résultat. Les dépréciations éventuellement constatées sur les goodwill ne pourront pas être reprises ultérieurement.

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau du plus petit groupe d'unités génératrices de trésorerie auxquelles les actifs peuvent être raisonnablement affectés. Pour les besoins des tests de dépréciation, les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie ou groupes d'unités génératrices de trésorerie suivants : Europe Continentale, Royaume-Uni, Europe Centrale et de l'Est, Amérique du Nord, Amérique latine, Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Afrique sub-saharienne.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif, nette des coûts de cession et sa valeur d'utilité :

- La juste valeur est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale et est déterminée par référence au prix résultant d'un accord de vente irrévocable, à défaut, au prix constaté sur le marché des études lors de transactions récentes ;
- La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs. Les estimations sont réalisées sur la base de données prévisionnelles provenant de budgets et plans établis par la direction du Groupe. Le taux d'actualisation retenu intègre le taux de rendement attendu par un investisseur et la prime de risque propre à l'activité du Groupe, du pays ou de la région

concernée. Le taux de croissance à l'infini retenu dépend des secteurs géographiques.

Les UGT utilisées pour les besoins des tests de dépréciation ne sont pas plus grandes que les secteurs opérationnels déterminés selon IFRS 8 – Secteurs opérationnels.

#### 1.2.16 – Autres actifs financiers non courants

Les actifs financiers sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste valeur du prix payé et qui inclut les coûts d'acquisition liés. Après la comptabilisation initiale, les actifs financiers analysés comme « disponibles à la vente » sont évalués à la juste valeur. Les pertes ou gains latents par rapport au prix d'acquisition sont enregistrés dans les capitaux propres jusqu'à la date de cession. Cependant, en cas de dépréciation jugée définitive, le montant correspondant à la perte de valeur est transféré des autres éléments du résultat global en résultat, la valeur nette comptable de la participation après dépréciation se substituant au prix d'acquisition.

Pour les actifs financiers cotés sur un marché réglementé, la juste valeur correspond au cours de clôture. Pour les actifs financiers non cotés, la juste valeur fait l'objet d'une estimation. Le Groupe évalue en dernier ressort les actifs financiers à leur coût historique déduction faite de toute perte de valeur éventuelle dans le cas où la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable par une technique d'évaluation.

#### 1.2.17 – Actions propres

Les actions d'Ipsos SA détenues par le Groupe au comptant et à terme sont comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés, à leur coût d'acquisition. En cas de cession, le produit de la cession est inscrit directement en capitaux propres pour son montant net d'impôt de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat de l'exercice. Les ventes d'actions propres sont comptabilisées selon la méthode du coût moyen pondéré.

#### 1.2.18 – Distinction éléments courants / éléments non courants

En application de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », une distinction doit être obligatoirement opérée entre les éléments courants et non courants dans le bilan établi conformément aux IFRS. Les actifs et passifs ayant une maturité inférieure à 12 mois à la date de clôture sont en conséquence classés en courant, y compris la part à court terme des dettes financières à long terme, les autres actifs et passifs étant classés en non-courant.

Tous les actifs et passifs d'impôts différés sont présentés sur une ligne spécifique à l'actif et au passif du bilan, parmi les éléments non courants.

#### 1.2.19 – Créances et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur juste valeur. Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus, après analyse menée dans le cadre du processus de recouvrement des créances. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité connue d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la provision est comptabilisé au compte de résultat en « autres produits et charges opérationnels ». Le poste créances et comptes rattachés comprend également les études en cours valorisées à leur valeur recouvrable selon la méthode de l'avancement.

#### 1.2.20 – Instruments financiers

Les passifs financiers sont classés comme étant évalués au coût amorti ou à la Juste Valeur (JV) par le biais du compte de résultat. Un passif financier est classé en tant que passif financier à la JV par le biais du compte de résultat s'il est classé comme détenu à des fins de transactions, qu'il s'agisse d'un dérivé ou qu'il soit désigné comme tel lors de sa comptabilisation initiale. Les passifs financiers à la JV par le biais du compte de résultat sont évalués à la JV et les profits et pertes nets qui en résultent, prenant en compte les charges d'intérêts, sont comptabilisés en résultat. Les autres passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges d'intérêts et les profits et pertes de change sont comptabilisés en résultat. Tout profit ou perte lié à la décomptabilisation est enregistré en résultat.

Les actifs et les passifs font l'objet d'une comptabilisation dans le bilan lorsque, et seulement lorsque, le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

##### - Emprunts

Le jour de leur mise en place, les emprunts sont comptabilisés à la juste-valeur de la contrepartie donnée, qui correspond normalement à la trésorerie reçue, nette des frais d'émission connexes. Par la suite et en l'absence d'une relation de couverture, les emprunts sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Les primes de remboursement et frais d'émission sont ainsi pris en résultat de façon étalée (actuarielle) via la méthode du TIE.

##### - Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur valeur de marché à la date de clôture. Lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, la valeur de marché retenue est le prix coté (par exemple futures et options sur marchés organisés). La valorisation des dérivés de gré à gré traités sur des marchés actifs est établie par référence à des modèles communément admis et à des prix de marché cotés d'instruments ou de sous-jacents similaires. Les instruments

traités sur des marchés inactifs sont valorisés selon des modèles communément utilisés et par référence à des paramètres directement observables ; cette valeur est confirmée dans le cas d'instruments complexes par des cotations d'instruments financiers tiers. Les instruments dérivés dont la maturité est supérieure à douze mois sont présentés en actifs et passifs non courants. Les variations de juste valeur des instruments dérivés qui ne sont pas qualifiés de couverture, sont comptabilisées par le compte de résultat.

#### - Trésorerie

La ligne « Trésorerie » inclut les fonds de caisse, les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme dans des instruments monétaires. Ces placements sont disponibles à tout moment pour leur montant nominal et le risque de changement de valeur est négligeable et représentatif des évolutions du marché monétaire. Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeur sont enregistrées en « charges et produits financiers ».

##### 1.2.21 – Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions font l'objet d'une comptabilisation lorsque, à la clôture de l'exercice, le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'événements passés et dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources pour éteindre l'obligation et que le montant peut être évalué de manière fiable.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel.

Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Si l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée en charges financières.

Les provisions sont incluses en passifs non courants pour la part à long terme et en passifs courants pour la part à court terme.

Si aucune estimation fiable du montant de l'obligation ne peut être effectuée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est donnée en annexe.

##### 1.2.22 – Avantages du personnel

Le Groupe offre à ses salariés des régimes de retraite qui sont fonction des réglementations et usages en vigueur dans les pays d'exercice de l'activité.

Les avantages procurés par ces régimes relèvent de deux catégories : à cotisations définies et à prestations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes versées à des organismes extérieurs : la charge qui correspond à ces primes versées est prise en compte dans le résultat de l'exercice en « charges de personnel », aucun passif n'est inscrit au bilan, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les estimations des obligations du Groupe sont calculées, conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié pour un maintien au sein du Groupe jusqu'au départ à la retraite, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chacun des pays concernés.

Les variations d'écart actuariels sont systématiquement enregistrées en autres éléments du résultat global, et le coût des services passés est intégralement enregistré en résultat de la période. Un taux de rendement des actifs financiers correspondant au taux d'actualisation est utilisé pour calculer l'engagement net.

##### 1.2.23 – Paiements fondés sur des actions

Afin d'associer ses salariés au succès de l'entreprise et à la création de valeur pour l'actionnaire, Ipsos a pour politique de mettre en place des plans d'options ainsi que des plans d'attribution gratuite d'actions.

Conformément à la norme IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions, les services reçus des salariés qui sont rémunérés par les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions sont comptabilisés en charges de personnel, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres, sur la période d'acquisition des droits. La charge comptabilisée au titre de chaque période correspond à la juste valeur des biens et des services reçus évaluée selon la formule de « Black & Scholes » à la date d'octroi.

Sont pris en compte tous les plans de souscription accordés après le 7 novembre 2002 et qui ne sont pas acquis à la date d'ouverture de la période.

Pour les plans d'attribution gratuite d'actions, la juste valeur de l'avantage octroyé est évaluée sur la base du cours de l'action à la date d'attribution ajusté de toutes les conditions spécifiques susceptibles d'avoir une incidence sur la juste valeur (exemple : dividende).

##### 1.2.24 – Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de la clôture entre

la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

Des passifs d'impôt différé sont, de façon générale, comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables sauf quand le passif d'impôt différé résulte de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une opération qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de l'opération, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice ou la perte imposable.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, sur lequel ces différences temporelles pourront être imputées.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à la clôture de chaque exercice et, le cas échéant, réévaluée ou réduite, pour tenir compte de perspectives plus ou moins favorables de réalisation d'un bénéfice imposable disponible permettant l'utilisation de ces actifs d'impôt différé. Pour apprécier la probabilité de réalisation d'un bénéfice imposable disponible, il est notamment tenu compte de l'historique des résultats des exercices précédents, des prévisions de résultats futurs, des éléments non récurrents qui ne seraient pas susceptibles de se renouveler à l'avenir et de la stratégie fiscale. De ce fait, l'évaluation de la capacité du Groupe à utiliser ses déficits reportables repose sur une part de jugement importante. Si les résultats futurs s'avéraient sensiblement différents de ceux anticipés, le Groupe serait alors dans l'obligation de revoir à la hausse ou à la baisse la valeur comptable des actifs d'impôt différé, ce qui pourrait avoir un effet significatif sur le bilan et le résultat du groupe.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs exigibles, et que ces impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale. Les actifs et les passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Les économies d'impôt résultant de la déductibilité fiscale des goodwill dans certains pays (Etats-Unis notamment) génèrent des différences temporelles donnant lieu à la comptabilisation d'impôts différés passifs.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de la clôture.

Les impôts différés sont débités ou crédités au compte de résultat sauf quand ils sont relatifs à des éléments reconnus directement en autres éléments du résultat global ou en capitaux propres.

#### 1.2.25 – Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu selon la méthode de l'avancement. Le degré d'avancement est déterminé d'une

manière générale sur une base linéaire sur la période comprise entre la date d'obtention de l'accord du client et la date de présentation des conclusions de l'étude.

Avant l'application d'IFRS 15, si la méthode linéaire ne reflétait pas le pourcentage d'avancement de l'étude à la date de clôture, d'autres méthodes pouvaient être retenues pour estimer l'avancement en fonction des spécificités de l'étude considérée.

Le montant des produits est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir en prenant en compte le montant des remises, rabais et ristournes accordés par l'entreprise.

Nous définissons les prestations que nous réalisons pour nos clients sous le terme générique d'étude. Une étude est un contrat au sens d'IFRS 15 dont les durées moyennes sont indiquées ci-dessous. Il convient de noter qu'en général nous avons des relations de long terme avec nos principaux clients, ces relations étant régies dans le cadre de contrats cadres qui règlent nos relations sur plusieurs années.

Les contrats (qui sont susceptibles de couvrir plusieurs études) peuvent être de courte durée (inférieure à un mois), ou de durée beaucoup plus longue (souvent un an), voire pluriannuelle (souvent 3-4 ans et plus rarement 5-7 ans).

Il n'y a pas de différence de règle de reconnaissance de revenu ni entre les études courtes et les études longues, ni entre les études par Lignes de Services.

Le rythme de reconnaissance de la marge brute et du chiffre d'affaires sont identiques.

#### 1.2.26 – Définition de la marge brute

La marge brute correspond au chiffre d'affaires duquel sont déduits les coûts directs, autrement dit les coûts externes variables encourus pour la collecte des données (biens et services fournis par des prestataires externes, rémunérations des personnels temporaires payés à la tâche ou au temps passé, sous-traitants pour les travaux sur le terrain).

Pour les études en cours, la marge brute est reconnue selon la méthode de l'avancement, sur la base des produits et des coûts estimés de l'étude à terminaison.

#### 1.2.27 – Définition de la marge opérationnelle

La marge opérationnelle reflète la marge liée aux opérations courantes. Elle comprend la marge brute, les charges administratives et commerciales, le coût des pensions et des retraites, le coût des rémunérations en actions.

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles sont incluses dans les charges opérationnelles et figurent dans le poste « charges générales d'exploitation » du compte de résultat, à l'exception des dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions (notamment les relations clients).

#### 1.2.28 – Définition des autres produits et charges non courants

Les autres produits et charges non courants comprennent les éléments constitutifs du résultat qui en raison de leur nature, de leur montant ou fréquence ne peuvent être considérés comme faisant partie de la marge opérationnelle du Groupe tels que des coûts de restructuration exceptionnels et des autres produits et charges non courants, correspondant à des événements majeurs, très limités en nombre et inhabituels.

#### 1.2.29 – Définition des charges de financement

Le coût du financement inclut les charges d'intérêts sur les dettes financières, les variations de juste valeur des instruments financiers de taux et les produits financiers liés à la gestion courante de la trésorerie. Les charges d'intérêts sont reconnues selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui consiste en un étalement actuariel des intérêts et des coûts de transaction sur la durée de l'emprunt.

#### 1.2.30 – Définition des autres charges et produits financiers

Les autres produits et charges financiers comprennent les produits et charges financiers à l'exception de la charge de financement.

#### 1.2.31 – Résultat par action

Le Groupe présente un résultat par action de base, un résultat par action dilué et un résultat net ajusté par action.

Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice, sous déduction des actions Ipsos auto-détenues inscrites en diminution des capitaux propres consolidés.

Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué par action correspond au nombre d'actions retenu pour le résultat par action de base, majoré du nombre d'actions qui résulteraient de la levée durant l'exercice des options de souscription existantes.

Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions, avec prise en compte du cours de l'action à la date de clôture de chaque arrêté. En conséquence du cours retenu, les instruments relatifs sont exclus de ce calcul. Le prix d'émission total des titres potentiels inclut la juste valeur des services à fournir au Groupe dans le futur dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions, de souscriptions d'actions ou d'attribution gratuite d'actions. Lorsque le résultat net par action de base est négatif, le résultat net par action dilué est égal au résultat net par action de base.

Le résultat net ajusté est calculé avant les éléments non monétaires liés à l'IFRS 2 (rémunération en actions), avant l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions (relations clients), avant les impôts différés passifs relatifs aux goodwill dont l'amortissement est déductible dans certains pays et avant l'impact net d'impôts et des autres

produits et charges non courants (i.e. à caractère inhabituel et spécifiquement désignés) et impacts non monétaires sur variations de puts en autres charges et produits financiers.

## 2 – Évolution du périmètre de consolidation

### 2.1 – Opérations réalisées sur l'exercice 2018

Les principaux mouvements de périmètre de l'exercice 2018 sont résumés dans le tableau ci-après :

Nom de l'entité concernée	Nature de l'opération	Variation du % des droits de vote	Variation du % d'intérêts	Date d'entrée / sortie de périmètre	Pays de réalisation
Ipsos LLC	Rachat d'intérêts minoritaires	49%	49%	1er trimestre 2018	Vietnam
Zhejiang Oneworld BigData Investment Co Ltd	Acquisition	40%	40%	1er trimestre 2018	Chine
Ipsos MMA Inc	Rachat d'intérêts minoritaires	2.45%	2.45%	2ème trimestre 2018	Etats-Unis
Ipsos Digital S.R.L	Acquisition	100%	100%	3ème trimestre 2018	Roumanie
Synthesio SAS	Acquisition	99.94%	99.94%	4ème trimestre 2018	France
Social Karma	Acquisition	100%	99.94%	4ème trimestre 2018	Belgique
Synthesio Ltd	Acquisition	100%	99.94%	4ème trimestre 2018	Royaume-Uni
Synthesio Inc.	Acquisition	100%	99.94%	4ème trimestre 2018	Etats-Unis
Synthesio Pte Ltd	Acquisition	100%	99.94%	4ème trimestre 2018	Singapour
Ipsos Mystery Shopping UK Ltd	Acquisition	100%	100%	4ème trimestre 2018	Royaume-Uni
Ipsos Mystery Shopping Services UK Ltd	Acquisition	100%	100%	4ème trimestre 2018	Royaume-Uni
Ipsos Norm AB	Acquisition	100%	100%	4ème trimestre 2018	Suède
1-2-3 MysteryWorldNet GmbH	Acquisition	100%	100%	4ème trimestre 2018	Allemagne
Ipsos Norm B.V.	Acquisition	100%	100%	4ème trimestre 2018	Pays-Bas

#### 2.1.1 – GfK

Le 10 octobre 2018, Ipsos a acquis 4 divisions globales de GfK Custom Business Research : « Customer Experience » ; « Experience Innovation » ; « Health » et « Public Affairs », opérant dans 26 pays (Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Chili, Chine, République Tchèque, Allemagne, Angleterre, Etats-Unis, Hongrie, Inde, Italie, Japon, Mexique, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Roumanie, Russie, Singapour, Suède, Suisse, Turquie et Ukraine), pour une valeur d'entreprise de 105 millions d'euros.

La signature de cet accord avec GfK avait été annoncée le 30 juillet 2018. Il était soumis à différentes conditions qui ont été remplies depuis, y compris l'obtention des autorisations des autorités de la concurrence annoncée le 17 septembre 2018.

Le transfert effectif des effectifs (environ 1 000 personnes) et des actifs a eu lieu au 1er octobre 2018 (sauf pour deux pays moins significatifs, Turquie et Brésil, pour lesquels le transfert a eu lieu le 1er novembre 2018). La date d'acquisition retenue (date d'entrée dans le périmètre de consolidation du groupe Ipsos) est le 1er octobre 2018.

L'acquisition s'est matérialisée par :

- 1) l'acquisition des titres de 5 filiales de GfK (Share deals): GfK NORM AB, GfK NORM BV, MysteryWorldNet GmbH, GfK Mystery Shopping Services UK Limited et GfK Mystery Shopping UK Limited
- 2) l'acquisition d'actifs et de passifs précédemment détenus par des entités GfK ainsi que le transfert du personnel rattaché à ces divisions (Asset deals) dans 26 pays.
- 3) l'acquisition de droits de propriété intellectuelle (Intellectual Property (IP) : brevets (Patents), Marques (Trademarks), noms de domaines (Domains), et savoir-faire (Know-how).

Les activités transférées intègrent un besoin en fond de roulement défini dans le SPA d'un montant de 29.9M€. Ce montant correspond à la meilleure estimation des parties au moment de la conclusion du contrat d'acquisition du besoin en fonds de

roulement indispensable au fonctionnement des activités cédées. Dans le cadre de la finalisation de l'opération, il a été décidé de céder à GFK ce montant estimé et ainsi lui permettre d'assurer le dénouement des études et des opérations en cours à la date d'acquisition.

D'autres ajustements sont définis contractuellement dans la détermination du prix d'acquisition afin de prendre en compte la trésorerie des sociétés achetées, la dette des sociétés achetées, le besoin de fonds de roulement des sociétés achetées et enfin les dettes relatives aux employés transférés à Ipsos.

Le prix d'acquisition considéré pour la clôture des comptes consolidés 2018 reste provisoire et s'établit à un total de 99 millions d'euros qui intègre la valorisation du besoin en fonds de roulement pour 29,9 millions d'euros. Le prix définitif devrait être arrêté courant mars 2019.

Les frais d'acquisition d'un montant total de 2.6 millions d'euros ont été comptabilisés en résultat, comme requis par la norme IFRS 3 révisée.

L'allocation du prix d'acquisition a été déterminée sur la base de justes valeurs provisoires des actifs acquis et passifs repris à la date d'acquisition. Le montant du goodwill s'établit à 65,8 millions d'euros. Ipsos a reconnu des provisions à hauteur de 6 millions d'euros dans le cadre du PPA (4,5 millions d'euros net d'effet impôt) en contrepartie du goodwill afin de prendre en compte les engagements contractuels pris par Ipsos qui ont généré des coûts sans contrepartie. Ces provisions ont donné lieu à une reprise de l'ordre de 5,4 millions d'euros (4,1 millions d'euros net d'impôt) reporté sur la ligne « autres charges et produits opérationnels » dans le compte de résultat consolidé du groupe.

Cette allocation provisoire sera ajustée, en cas de modification de ces valeurs en lien avec la situation existante à la date d'acquisition, au plus tard dans un délai de douze mois après cette date.

L'impact de cette acquisition sur la situation financière du groupe est résumé dans le tableau suivant :

En millions d'euros	01/10/2018		
	Asset Deals	Share Deals	Total
<b>Actif</b>			
Immobilisations corporelles	1,6	0,1	1,6
Immobilisations incorporelles	9,3	0,5	9,8
Actifs non courants	-	0,2	0,2
Actifs courants	-	1,8	1,8
Impôts différés actif	3,6	-	3,6
Trésorerie	-	2,4	2,4
<b>Total Actif</b>	<b>14,5</b>	<b>5,0</b>	<b>19,5</b>
<b>Passif</b>			
Provisions pour retraite et autres engagements long terme	1,9	-	1,9
Provisions	6,0	-	6,0
Passif courant	6,7	2,8	9,5
<b>Total Passif</b>	<b>14,7</b>	<b>2,8</b>	<b>17,5</b>
Juste Valeur des actifs nets acquis	(0,2)	2,2	2,0
<b>Goodwill</b>	<b>64,6</b>	<b>1,2</b>	<b>65,8</b>
Considération échangée	64,4	3,4	67,8
- dont paiement sur l'exercice 2018			67,5
- dont ajustement de prix provisionné			0,3

Cette acquisition a contribué à hauteur de 30.1 millions d'euros au chiffre d'affaires et de 2,9 millions d'euros à la marge opérationnelle du Groupe Ipsos pour l'exercice 2018.

Dans le tableau de flux de trésorerie consolidé, cette acquisition a été constatée à hauteur de 96.6 millions d'euros dans le poste « acquisitions de sociétés et d'activités consolidées nettes de trésorerie acquise » représentatif de la valeur totale de l'entreprise, 99 millions d'euros, net de la trésorerie acquise de 2.4 millions d'euros.

### 2.1.2 – Synthesio

Le 30 octobre 2018, Ipsos a acquis le groupe Synthesio pour une valeur d'entreprise de plus de 50 millions de dollars en numéraire. Créé en 2006, Synthesio est un leader reconnu dans le suivi des réseaux sociaux et possède cinq filiales implantées à New-York, Londres, Singapour et Bruxelles et employant 130 collaborateurs dans le monde.

Le goodwill reconnu est de 51.6M€. Le prix d'acquisition est provisoire et l'allocation du prix d'acquisition sera revue en 2019.

Synthesio est consolidée depuis le 30 octobre 2018 et a contribué à hauteur de 2.8 millions d'euros au chiffre d'affaires et de (0.4) millions d'euros de la marge opérationnelle du Groupe Ipsos pour l'exercice 2018.

Les frais d'acquisition d'un montant total de 0.9 millions d'euros ont été comptabilisés en résultat comme requis par IFRS 3 révisée.

### 2.1.3 – Clintelica

Ipsos a acquis Clintelica au 1er Août 2018 pour une valeur d'entreprise de 5 millions d'euros. Une provision pour complément de prix de l'ordre de 4.2 millions d'euros a été pris en compte et un goodwill de 9.2 millions d'euros a été comptabilisé dans les comptes consolidés du groupe.

L'allocation du prix d'acquisition est provisoire et sera revue 2019.

Clintelica a été renommée Ipsos Digital.

### 2.1.4 – Market Pulse International

Ipsos a procédé à l'acquisition des équipes et des clients de Market Pulse International le 14 septembre 2018. Cette société qui opère dans le secteur du « client mystère » dans la région Asie-Pacifique depuis plus de 20 ans, y a acquis une position de leader sur le marché de l'audit mystère. Une trentaine de personnes de Market Pulse International ont rejoint Ipsos en Australie, Nouvelle Zélande et Thaïlande. Un goodwill de €0.3M a été reconnu à la clôture 2018.

## 2.2 – Opérations réalisées sur l'exercice 2017

Les principaux mouvements de périmètre de l'exercice 2017 sont résumés dans le tableau ci-après :

Nom de l'entité concernée	Nature de l'opération	Variation du % des droits de vote	Variation du % d'intérêts	Date d'entrée / sortie de périmètre	Pays de réalisation
Ipsos MMA Inc	Rachat d'intérêts minoritaires	2.60%	2.60%	2ème trimestre 2017	Etats-Unis
Shanghai Ipsos Information Technology Company Limited	Création	40%	40%	2ème trimestre 2017	Chine
Ipsos China Limited	Rachat d'intérêts minoritaires	2%	2%	3ème trimestre 2017	Chine
Ipsos Stat Sa	Souscription à augmentation de capital par minoritaire	-0.68%	-0.68%	3ème trimestre 2017	France
Ipsos Stat Jordan (Ltd)	Rachat d'intérêts minoritaires et Impact suite à souscription à augmentation de capital de la société holding par minoritaire	12.67%	12.67%	2ème trimestre 2017	Jordanie
Ipsos Sal	Impact suite à souscription à augmentation de capital de la société holding par minoritaire	-0.68%	-0.84%	3ème trimestre 2017	Liban
AGB Stat Ipsos SAL	Impact suite à souscription à augmentation de capital de la société holding par minoritaire	-0.68%	-0.24%	3ème trimestre 2017	Liban
Ipsos Mena Offshore s.a.l.	Impact suite à souscription à augmentation de capital de la société holding par minoritaire	-0.18%	-0.73%	3ème trimestre 2017	Liban
The European Co. for Marketing Research	Impact suite à souscription à augmentation de capital de la société holding par minoritaire	-0.63%	-0.68%	3ème trimestre 2017	Koweit

Nom de l'entité concernée	Nature de l'opération	Variation du % des droits de vote	Variation du % d'intérêts	Date d'entrée / sortie de périmètre	Pays de réalisation
Ipsos Stat (Emirates) LLC	Impact suite à souscription à augmentation de capital de la société holding par minoritaire	-0.73%	-0.56%	3ème trimestre 2017	Emirats Arabes Unis
Ipsos Saudi Arabia LLC	Impact suite à souscription à augmentation de capital de la société holding par minoritaire	-0.56%	-0.68%	3ème trimestre 2017	Arabie Saoudite
Ipsos WLL	Impact suite à souscription à augmentation de capital de la société holding par minoritaire	-0.13%	-0.66%	3ème trimestre 2017	Bahrain
Ipsos Egypt For Consultancy Services	Impact suite à souscription à augmentation de capital de la société holding par minoritaire	-0.68%	-0.68%	3ème trimestre 2017	Egypte
Iraq Directory for Research and Studies Co.Ltd	Impact suite à souscription à augmentation de capital de la société holding par minoritaire	-0.43%	-0.43%	3ème trimestre 2017	Irak
Synovate The Egyptian Market Research Co	Impact suite à souscription à augmentation de capital de la société holding par minoritaire	-0.37%	-0.68%	3ème trimestre 2017	Egypte
Marocstat	Impact suite à souscription à augmentation de capital de la société holding par minoritaire	-0.13%	-0.66%	3ème trimestre 2017	Maroc
MDCS	Impact suite à souscription à augmentation de capital de la société holding par minoritaire	-0.13%	-0.66%	3ème trimestre 2017	Maroc
Synovate Market Research Sarl	Impact suite à souscription à augmentation de capital de la société holding par minoritaire	-0.13%	-0.68%	3ème trimestre 2017	Maroc
Ipsos SARL	Impact suite à souscription à augmentation de capital de la société holding par minoritaire	-0.63%	-0.69%	3ème trimestre 2017	Tunisie
Ipsos Qatar WLL	Impact suite à souscription à augmentation de capital de la société holding par minoritaire	-0.66%	-0.70%	3ème trimestre 2017	Qatar
Ipsos Pakistan	Impact suite à souscription à augmentation de capital de la société holding par minoritaire	-0.43%	-0.40%	3ème trimestre 2017	Pakistan
Ipsos Nigeria Limited	Rachat d'intérêts minoritaires	40.00%	40.00%	4ème trimestre 2017	Nigeria
Ipsos	Création	100.00%	100.00%	4ème trimestre 2017	Senegal

### 3 – Information sectorielle

#### 3.1 – Information sectorielle au 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Europe, Moyen-Orient, Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Autres <sup>(2)</sup>	Total
Chiffre d'affaires	789 271	677 972	356 170	(73 919)	1 749 494
<i>Dont chiffre d'affaires externe</i>	<i>761 425</i>	<i>653 360</i>	<i>334 632</i>	<i>75</i>	<i>1 749 492</i>
<i>Dont chiffre d'affaires inter-secteurs</i>	<i>27 846</i>	<i>24 612</i>	<i>21 538</i>	<i>(73 994)</i>	<i>2</i>
Marge opérationnelle	69 337	77 450	30 967	(5 495)	172 258
Dotations aux amortissements	(16 492)	(12 380)	(3 826)	-	(32 698)
Actifs sectoriels <sup>(1)</sup>	867 024	917 382	337 892	2 352	2 124 740
Passifs sectoriels	251 985	161 065	99 221	7 025	519 295
Investissements corporels et incorporels de la période	17 192	22 355	6 322	3 137	49 006

(1) Les actifs sectoriels sont constitués des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris goodwill), des créances clients et autres créances diverses.

(2) Elimination Intra groupe et diverses

### 3.2 – Information sectorielle au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Europe, Moyen-Orient, Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Autres	Total
Chiffre d'affaires	792 985	712 939	348 138	(73 609)	1 780 453
<i>Dont chiffre d'affaires externe</i>	<i>767 543</i>	<i>688 490</i>	<i>325 146</i>	<i>(795)</i>	<i>1 780 383</i>
<i>Dont chiffre d'affaires inter-secteurs</i>	<i>25 442</i>	<i>24 449</i>	<i>22 992</i>	<i>(72 814)</i>	<i>70</i>
Marge opérationnelle	71 861	84 331	30 353	(4 269)	182 275
Dotations aux amortissements	(15 087)	(6 385)	(3 434)	(4)	(24 910)
Actifs sectoriels <sup>(1)</sup>	863 780	855 978	331 742	(106 496)	1 945 006
Passifs sectoriels	354 891	148 220	92 573	(174 952)	420 739
Investissements corporels et incorporels de la période	11 686	2 732	3 097	3	17 518

(1) Les actifs sectoriels sont constitués des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris goodwill), des créances clients et autres créances diverses.

### 3.3 – Réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs du Groupe

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Actifs sectoriels	2 124 740	1 945 006
Actifs financiers	37 913	22 341
Actifs d'impôts	43 892	34 769
Instruments financiers dérivés	500	1 462
Trésorerie et équivalent de trésorerie	167 834	137 267
<b>Total des actifs du Groupe</b>	<b>2 374 878</b>	<b>2 140 844</b>

## 4 – Notes sur le compte de résultat

### 4.1 – Coûts directs

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Masse salariale des enquêteurs	(83 012)	(89 105)
Autres coûts directs	(528 107)	(534 682)
<b>Total</b>	<b>(611 119)</b>	<b>(623 787)</b>

### 4.2 – Autres charges et produits opérationnels

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Variation des provisions pour risques et charges opérationnels (*)	5 085	(208)
Perte et gain de change opérationnels	974	(3 289)
<b>Total autres produits opérationnels</b>	<b>6 059</b>	<b>(3 497)</b>
Provision pour dépréciation des créances clients et pertes sur créances clients	(1 162)	2 133
Autres	(975)	(301)
<b>Total autres charges opérationnelles</b>	<b>(2 137)</b>	<b>(2 434)</b>
<b>Total autres produits et charges opérationnels</b>	<b>3 922</b>	<b>(5 931)</b>

(\*) Ce poste inclut principalement la reprise de provisions constituées dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition des 4 divisions globales de GfK comme mentionné dans la note 2.1.1, à hauteur de 5,4 millions d'euros.

#### 4.3 – Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions

Les dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions pour respectivement 4,4 millions d'euros et 4,6 millions d'euros au 31 décembre 2018 et 31 décembre 2017 correspondent principalement aux amortissements des relations contractuelles avec les clients.

#### 4.4 – Autres charges et produits non courants

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Frais d'acquisition	(3 930)	(151)
Coûts de réorganisation et de rationalisation	(14 038)	(12 278)
Charges et provisions pour litiges sociaux relatifs à Ipsos Brésil	(3 026)	(4 582)
Reprise de provision sur risque fiscaux	1 989	-
Variations des engagements de rachats de minoritaires/ Participations ne conférant pas le contrôle (voir note 1.2.7)	(1 076)	2 648
Capitalisation des coûts internes de développement	14 809	-
<b>Total charges non courantes</b>	<b>(7 261)</b>	<b>(14 364)</b>
Reprise de provision sur risques fiscaux	1 989	-
<b>Total produits non courants</b>	<b>1 989</b>	<b>-</b>
<b>Total produits et charges non courants</b>	<b>(5 273)</b>	<b>(14 364)</b>

#### 4.5 – Charges et produits financiers

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Charges d'intérêts sur emprunts et découverts bancaires	(22 641)	(22 819)
Variation de la juste valeur des dérivés	262	390
Produits d'intérêts de la trésorerie et des instruments financiers	1 097	2 049
Charges de financement	(21 281)	(20 380)
Pertes et gains de change	(1 456)	526
Autres charges financières	(1 422)	(1 013)
Autres produits financiers (*)	7 858	1 120
<b>Total charges et produits financiers nets</b>	<b>(16 301)</b>	<b>(19 747)</b>

(\*) comprend principalement la réévaluation des titres non consolidés classés en Juste valeur par résultat à leur juste valeur pour un impact de 7,6 millions d'euros comme précisé dans la note 1.2.1.1 IFRS 9.

#### 4.6 – Impôts courants et différés

En France, Ipsos SA a opté pour le régime de l'intégration fiscale en vertu d'une adhésion, pour une durée de 5 exercices, en date du 30 octobre 1997 qui a été reconduite depuis. Ce périmètre d'intégration fiscale regroupe les sociétés suivantes : Ipsos SA (tête de l'intégration fiscale), Ipsos France, Ipsos Observer, Popcorn Media et Espace TV Communications. Le résultat d'ensemble des sociétés incluses dans ce périmètre fiscal fait l'objet d'une imposition unique concernant l'impôt sur les sociétés.

Par ailleurs, outre la France, le Groupe applique les régimes nationaux optionnels d'intégration ou de consolidation fiscale en Espagne, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en Italie et en Australie.

#### 4.6.1 – Charge d'impôts courants et différés

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Impôts courants	(34 348)	(44 201)
Impôts différés <sup>(1)</sup>	(4 149)	29 565
<b>Impôts sur les résultats</b>	<b>(38 498)</b>	<b>(14 636)</b>

<sup>(1)</sup>Au titre de 2017, le Groupe avait reconnu un produit calculé de 24,8 millions d'euros dû à la baisse de ses impôts différés passifs sur amortissement du Goodwill aux Etats-Unis.

Cette baisse était due à la diminution du taux d'imposition fédéral américain de 35% à 21% en 2017. En effet, les économies d'impôt résultant de la déductibilité fiscale de l'amortissement des Goodwills aux Etats-Unis génèrent des différences temporelles donnant lieu à la comptabilisation d'impôts différés passifs dans les comptes consolidés.

#### 4.6.2 – Évolution des postes du bilan

En milliers d'euros	01/01/2018	Retraitements d'ouverture IFRS 15	01/01/2018 retraité	Compte de résultat	Règlements	Conversion, variation de périmètre et autre mvts	31/12/2018
<b>Impôts courants</b>							
Actif	13 517	-	13 517	1 289	-	2 098	16 905
Passif	(14 658)	-	(14 658)	(35 638)	39 697	(1 554)	(12 153)
<b>Total</b>	<b>(1 141)</b>		<b>(1 141)</b>	<b>(34 348)</b>	<b>39 697</b>	<b>544</b>	<b>4 752</b>
<b>Impôts différés</b>							
Actif	21 252	2 399	23 651	743	-	2 593	26 987
Passif	(66 450)	-	(66 450)	(4 892)	-	408	(70 934)
<b>Total</b>	<b>(45 198)</b>	<b>2399</b>	<b>(42 799)</b>	<b>(4 149)</b>	<b>-</b>	<b>3 001</b>	<b>(43 947)</b>

#### 4.6.3 – Rapprochement entre le taux d'impôt en France et le taux d'impôt effectif du Groupe

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33 %. La loi sur le financement de la sécurité sociale n°99-1140 du 29 décembre 1999 a instauré une contribution sociale de solidarité égale à 3,3 % de l'impôt de base dû. Pour les sociétés françaises, le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,1 % et s'élève à 34,43 %.

La loi de finances rectificative du 1er décembre 2017 a institué une contribution exceptionnelle d'impôt sur les sociétés dont le taux s'élève à 15 % de l'impôt sur les sociétés dû au titre des exercices clos à compter du 31 décembre 2017 et jusqu'au 31 décembre 2018. Elle s'applique aux sociétés ayant un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard d'euros en France. Le chiffre d'affaires d'Ipsos en France étant inférieur à ce seuil, le Groupe n'est pas soumis à cette contribution exceptionnelle.

Le rapprochement entre le taux légal d'imposition en France et le taux effectif constaté est le suivant :

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>147 051</b>	<b>143 713</b>
Déduction de la quote-part dans les résultats des entreprises associées	(587)	(26)
<b>Résultat avant impôt des entreprises intégrées</b>	<b>146 464</b>	<b>143 687</b>
Taux légal d'imposition applicable aux sociétés françaises	34,43%	34,43%
<b>Charge d'impôts théorique</b>	<b>(50 428)</b>	<b>(49 471)</b>
Impact des différences de taux d'imposition et contributions spécifiques	14 814	10 304
Différences permanentes	(2 749)	(289)
Utilisation de pertes fiscales non préalablement activées	2 706	719
Effet des pertes fiscales de l'exercice non activées	(2 377)	(2 370)
Autres <sup>(1)</sup>	(463)	26 471
<b>Impôt total comptabilisé</b>	<b>(38 498)</b>	<b>(14 636)</b>
Taux d'impôt effectif	<b>26,2%</b>	<b>10,2%</b>

<sup>(1)</sup>Au titre de 2017, le Groupe avait reconnu un produit calculé de 24,8 millions d'euros dû à la baisse de ses impôts différés passifs sur amortissement du Goodwill aux Etats-Unis.

Cette baisse était due à la diminution du taux d'imposition fédéral américain de 35% à 21% en 2017. En effet, les économies d'impôt résultant de la déductibilité fiscale de l'amortissement des Goodwills aux Etats-Unis génèrent des différences temporelles donnant lieu à la comptabilisation d'impôts différés passifs dans les comptes consolidés.

#### 4.6.4 – Ventilation du solde net des impôts différés

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
<b>Impôts différés sur :</b>		
Capitalisation des coûts de Recherche et Développement IT	(4 125)	-
Méthode de reconnaissance des revenus	(1 051)	(6 281)
Provisions	563	239
Juste valeur des instruments dérivés	(2 288)	(2 641)
Loyers différés	1 316	1 302
Goodwill déductible fiscalement	(49 403)	(46 075)
Immobilisations (dont relations clients)	(13 520)	(17 472)
Provisions pour retraite	5 044	4 875
Charges à payer au personnel	2 653	1 935
Déficits fiscaux activés <sup>(1)</sup>	14 944	15 213
Différences de change	198	207
Actifs financiers non courants	-	-
Frais d'acquisition	312	308
Autres éléments	1 411	3 191
<b>Solde net des impôts différés actifs et passifs</b>	<b>(43 947)</b>	<b>(45 198)</b>
Impôts différés actifs	26 987	21 252
Impôts différés passifs	(70 934)	(66 450)
<b>Solde net des impôts différés</b>	<b>(43 947)</b>	<b>(45 198)</b>

<sup>(1)</sup> Les déficits fiscaux sur lesquels des impôts différés actifs ont été reconnus seront utilisés dans un horizon de 1 à 5 ans.

Au 31 décembre, les actifs d'impôts différés sur les déficits reportables non reconnus par le Groupe se ventilent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Déficits reportables entre 1 et 5 ans	119	1 870
Déficits reportables supérieurs à 5 ans	283	336
Déficits reportables indéfiniment	5 093	6 372
<b>Actifs d'impôts non reconnus sur déficits reportables</b>	<b>5 494</b>	<b>8 579</b>

4.7 – Résultat net ajusté

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
<b>Chiffre d'affaires</b>	1 749 494	1 780 453
Coûts directs	(611 119)	(623 787)
<b>Marge brute</b>	<b>1 138 374</b>	<b>1 156 666</b>
Charges de personnel - hors rémunération en actions	(753 464)	(747 500)
Charges de personnel - rémunération en actions *	(8 937)	(10 094)
Charges générales d'exploitation	(207 477)	(210 865)
Autres charges et produits opérationnels	3 922	(5 931)
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>172 418</b>	<b>182 275</b>
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions *	(4 380)	(4 668)
Autres charges et produits non courants *	(5 273)	(14 364)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	587	217
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>163 352</b>	<b>163 460</b>
Charges de financement	(21 281)	(20 380)
Autres charges et produits financiers *	4 980	633
<b>Résultat net avant impôts</b>	<b>147 051</b>	<b>143 713</b>
Impôts - hors impôts différés sur amortissement du goodwill	(37 078)	(39 118)
Impôts différés sur amortissement du goodwill *	(1 420)	24 482
Impôt sur les résultats	<b>(38 498)</b>	<b>(14 636)</b>
<b>Résultat net</b>	<b>108 554</b>	<b>129 076</b>
<b>Dont part du Groupe</b>	<b>107 520</b>	<b>128 507</b>
<b>Dont part des minoritaires/ participations ne conférant pas le contrôle</b>	<b>1 033</b>	<b>569</b>
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	2,48	2,99
Résultat net part du Groupe par action dilué (en euros)	2,40	2,94
<b>Résultat net ajusté*</b>	<b>126 810</b>	<b>128 400</b>
<b>Dont Part du Groupe</b>	<b>125 237</b>	<b>127 384</b>
<b>Dont Part des minoritaires / participations ne conférant pas le contrôle</b>	<b>1 572</b>	<b>1 015</b>
Résultat net ajusté, part du groupe par action	2,88	2,96
Résultat net ajusté dilué, part du groupe par action	2,80	2,91

\*Le résultat net ajusté est calculé avant les éléments non monétaires liés à l'IFRS 2 (rémunération en actions), avant l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions (relations clients), avant les impôts différés passifs relatifs aux goodwills dont l'amortissement est déductible dans certains pays, avant l'impact net d'impôts des autres charges et produits non courants et impacts non monétaires sur variations de puts en autres charges et produits financiers.

#### 4.8 – Résultat net par action

##### 4.8.1 – Résultat net par action

Deux types de résultat par action sont présentés au compte de résultat : le résultat de base et le résultat dilué. Le nombre d'actions retenu découle des calculs suivants :

Nombre moyen pondéré d'actions	31/12/2018	31/12/2017
<b>Solde à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>44 436 235</b>	<b>44 625 512</b>
Augmentation / Réduction de capital	(69 788)	(271 304)
Levée d'options	69 788	271 304
Actions propres	(994 469)	(1 644 770)
<b>Nombre d'actions servant au calcul du résultat par action de base</b>	<b>43 441 766</b>	<b>42 980 742</b>
Nombre d'actions supplémentaires à créer au titre des instruments dilutifs	1 329 871	738 148
<b>Nombre d'actions servant au calcul du résultat par action dilué</b>	<b>44 771 637</b>	<b>43 718 890</b>
Résultat net - part du groupe (en milliers d'euros)	107 520	128 507
<b>Résultat net part du groupe par action de base (en euros)</b>	<b>2,48</b>	<b>2,99</b>
<b>Résultat net part du groupe par action dilué (en euros)</b>	<b>2,40</b>	<b>2,94</b>

##### 4.8.2 – Résultat net ajusté par action

Nombre moyen pondéré d'actions	31/12/2018	31/12/2017
<b>Résultat net ajusté - part du groupe</b>		
Résultat net - part du groupe	107 520	128 507
<i>Éléments exclus :</i>		
- Charges de personnel - rémunération en actions	8 937	10 094
- Amortissement des incorporels liés aux acquisitions	4 380	4 668
- Autres charges et produits non courants	5 273	14 364
- Impacts non monétaires sur variations de puts	(227)	(1 814)
- Impôts différés sur amortissement du goodwill	1 420	(24 482)
- Impôts sur résultat sur éléments exclus	(1 527)	(3 507)
- Intérêts minoritaires sur éléments exclus	(539)	(446)
<b>Résultat net ajusté - part du groupe</b>	<b>125 237</b>	<b>127 384</b>
Nombre moyen d'actions	43 441 766	42 980 742
Nombre moyen d'actions dilué	44 771 637	43 718 890
<b>Résultat net ajusté part du groupe par action de base (en euros)</b>	<b>2,88</b>	<b>2,96</b>
<b>Résultat net ajusté part du groupe par action dilué (en euros)</b>	<b>2,80</b>	<b>2,91</b>

#### 4.9 – Dividendes payés et proposés

La Société a pour politique de payer les dividendes au titre d'un exercice en totalité en juillet de l'année suivante. Les montants par action payés et proposés sont les suivants :

Au titre de l'exercice	Dividende net par action (en euro)
2018 <sup>(1)</sup>	0,88
2017	0,87
2016	0,85

<sup>(1)</sup> Distribution proposée à l'Assemblée générale annuelle du 28 mai pour un montant total de 38 millions d'euros (après élimination des dividendes sur actions auto-détenues au 31 décembre 2018). Le dividende sera mis en paiement le 10 juillet 2019.

## 5 – Notes sur l'état de la situation financière

### 5.1 – Goodwills

#### 5.1.1 – Tests de depreciation des goodwills

Les goodwills sont alloués à des groupes d'unités génératrices de trésorerie (UGT) qui sont les 8 régions ou sous-régions suivantes : Europe Continentale, Royaume-Uni, Europe Centrale et de l'Est, Amérique du Nord, Amérique latine, Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Afrique Sub-saharienne.

Les goodwills sont alloués à des unités génératrices de trésorerie (UGT), elles-mêmes regroupées dans l'un des secteurs opérationnels présentés dans la note 3 Information sectorielle, comme le recommande la norme IFRS 8.

La valeur d'utilité des UGT est déterminée selon plusieurs méthodes parmi lesquelles la méthode des DCF (« discounted cash-flows ») qui utilise :

- Les projections à 4 ans des flux de trésorerie après impôts, établies à partir du business plan de ces UGT sur la période explicite 2019-2022 en excluant les opérations de croissance externe et les restructurations. Ces business plans sont basés pour l'année 2019 sur les données budgétaires approuvées par le Conseil d'Administration.
- Au-delà de ces 4 années, la valeur terminale des flux de trésorerie est obtenue en appliquant sur le flux normatif de fin de période explicite un taux de croissance long terme. Ce taux de croissance long terme est estimé pour chaque zone géographique. Ce dernier reste en deçà du taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité du Groupe.
- L'actualisation des flux de trésorerie est effectuée en utilisant un coût moyen pondéré du capital (WACC) après impôt déterminé pour chaque UGT.

Au 31 décembre 2018, sur la base des évaluations internes réalisées en suivant la méthode des DCF, la direction d'Ipsos a conclu que la valeur recouvrable des goodwills allouée à chaque groupe d'unités génératrices de trésorerie excédait leur valeur comptable.

Les principales hypothèses utilisées pour les tests de valeur des goodwills alloués à chaque groupe d'unités génératrices de trésorerie s'établissent comme suit :

Unités génératrices de trésorerie	2018					2017				
	Valeur brute des goodwills (1)	Taux de croissance sur 2018	Taux de croissance sur 2019-2022	Taux de croissance 2022 et au-delà	Taux d'actualisation après impôt	Valeur brute des goodwills	Taux de croissance sur 2017	Taux de croissance sur 2018-2020	Taux de croissance à l'infini au-delà de 2020	Taux d'actualisation après impôt
Europe Continentale	217 201	1.61%	1.00%	2.00%	7.90%	143 005	1,5%	1,0%	2,0%	7,3%
Royaume-Uni	164 606	2.45%	1.00%	2.00%	7.88%	154 165	1,6%	1,0%	2,0%	7,2%
Europe Centrale et de l'Est	76 683	9.47%	5.00%	2.00%	10.17%	67 835	4,1%	5,0%	2,0%	9,1%
Amérique Latine	57 904	7.10%	3.00%	3.00%	9.94%	57 311	3,5%	3,0%	3,0%	9,1%
Amérique du Nord	551 048	2.54%	2.00%	2.00%	7.02%	516 382	2,2%	2,0%	2,0%	6,5%
Asie - Pacifique	190 923	7.19%	4.50%	3.00%	8.13%	186 771	5,1%	4,5%	3,0%	7,5%
Moyen-Orient	15 522	12.88%	5.00%	2.50%	9.72%	14 918	0,0%	5,0%	2,5%	9,1%
Afrique sub-saharienne	17 190	9.88%	7.00%	3.00%	11.96%	18 965	28,5%	7,0%	3,0%	10,8%
<b>Sous-total</b>	<b>1 291 077</b>					<b>1 159 352</b>				

(1) La valeur brute des goodwills présentés dans ce tableau comprend les acquisitions 2018 mais les tests sont réalisés hors acquisitions.

*Sensibilité des valeurs d'utilité DCF des goodwill*

Les tests de sensibilité des UGTs à une variation raisonnable des taux de croissance considérés comme des hypothèses clés dans les tests de valeur du groupe, n'ont pas d'incidence significative sur le résultat présenté des tests comme présenté ci-dessous :

En milliers	Valeur des goodwill testée	Marge du test <sup>(1)</sup>	Taux d'actualisation (WACC) des flux de trésorerie + 0,5 %	Taux de croissance à l'infini - 0,5 %	Taux de marge opérationnelle courant de la valeur terminale - 0,5 %
Europe Continentale	142 820	295 404	259 209	266 065	272 809
Royaume-Uni	152 989	162 415	135 437	140 138	147 555
Europe Centrale et de l'Est	62 953	121 028	109 219	111 561	114 840
Amérique Latine	53 493	27 251	19 640	21 347	21 979
Amérique du Nord	531 137	348 642	260 484	273 381	316 658
Asie Pacifique	188 263	256 565	211 008	218 640	232 102
Moyen-Orient	15 522	33 848	29 007	30 026	29 942
Afrique sub-saharienne	17 190	6 976	4 984	5 518	5 384

<sup>(1)</sup> Marge du test = valeur d'utilité DCF – valeur nette comptable (les tests sont réalisés hors acquisitions)

Les baisses des valeurs d'utilité DCF qui seraient consécutives aux simulations ci-dessus prises isolément ne remettraient pas en cause la valorisation des goodwill au bilan. En ce qui concerne la zone Amérique Latine, les chiffres présentés prennent en compte la continuation du plan de redressement de la marge opérationnelle de la région qui s'élève à 1,0% en 2018, celle-ci ayant été notamment négativement impactée par la persistance de la récession économique au Brésil. Il est prévu que la marge retrouve progressivement un étiage plus normal d'au moins 8 % (10% en l'occurrence en 2022 – année terminale). Tous les éléments nécessaires à l'évaluation sur la base d'autres hypothèses sont contenus dans le tableau ci-dessus.

*5.1.2 – Mouvements de l'exercice 2018*

En milliers d'euros	01/01/2018	Augmentations	Diminutions	Variation des engagements de rachat de titres de minoritaires	Variation de change	31/12/2018
Goodwills	1 159 352	126 837	-	(819)	5 706	1 291 077

L'augmentation (hors variations des engagements de rachats des minoritaires) du poste goodwill en 2018 correspond principalement au goodwill GfK, Synthesio et Clintelica dont l'allocation du prix d'acquisition est provisoire à la clôture 2018.

5.2 – Autres immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	01/01/2018	Augmentations	Diminutions	Variation de change	Regroupement d'entreprises et autres mouvements	31/12/2018
Marques	1 965	5	-	148	4 961	7 079
Panels on line <sup>(1)</sup>	26 869	9 947	-	(424)	1 865	38 258
Panels off line	6 578	139	(675)	221	141	6 406
Relations clients	68 868	-	-	(213)	205	68 860
Autres immobilisations incorporelles <sup>(2)</sup>	89 963	25 124	(21 404)	352	4 214	98 250
<b>Valeur brute</b>	<b>194 243</b>	<b>35 216</b>	<b>(22 079)</b>	<b>85</b>	<b>11 386</b>	<b>218 853</b>
Marques	(670)	(3)	-	(26)	-	(698)
Panels on line <sup>(1)</sup>	(18 788)	(9 195)	-	316	(1)	(27 668)
Panels off line	(5 059)	(25)	675	(192)	-	(4 601)
Relation clients	(33 417)	(4 400)	-	221	(202)	(37 799)
Autres immobilisations incorporelles	(76 345)	(9 350)	21 396	(294)	(1 493)	(66 086)
<b>Amortissement et Dépréciation</b>	<b>(134 279)</b>	<b>(22 973)</b>	<b>22 071</b>	<b>25</b>	<b>(1 696)</b>	<b>(136 852)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>59 964</b>	<b>12 242</b>	<b>(8)</b>	<b>111</b>	<b>9 690</b>	<b>82 001</b>

En milliers d'euros	01/01/2017	Augmentations	Diminutions	Variation de change	Regroupement d'entreprises et autres mouvements	31/12/2017
Marques	2 105	1	-	(141)	-	1 965
Panels on line	26 646	3 156	(1 678)	(1 253)	-	26 869
Panels off line	7 349	-	-	(771)	-	6 578
Relations contractuelles avec les clients	74 480	-	-	(5 612)	-	68 868
Autres immobilisations incorporelles	89 924	5 140	(1 584)	(4 754)	1 235	89 963
<b>Valeur brute</b>	<b>200 504</b>	<b>8 298</b>	<b>(3 263)</b>	<b>(12 531)</b>	<b>1 235</b>	<b>194 243</b>
Marques	(730)	-	-	60	-	(670)
Panels on line	(18 274)	(2 944)	1 678	751	-	(18 788)
Panels off line	(5 653)	-	-	594	-	(5 059)
Relations contractuelles avec les clients	(31 309)	(4 668)	-	2 560	-	(33 417)
Autres immobilisations incorporelles	(73 050)	(7 498)	1 510	3 924	(1 231)	(76 345)
<b>Amortissement et Dépréciation</b>	<b>(129 015)</b>	<b>(15 110)</b>	<b>3 188</b>	<b>7 890</b>	<b>(1 231)</b>	<b>(134 279)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>71 489</b>	<b>(6 812)</b>	<b>(75)</b>	<b>(4 641)</b>	<b>4</b>	<b>59 964</b>

(1) Changement d'estimation sur la capitalisation et la dépréciation des panels on-line

Comme mentionné dans la note 1.2.12, le groupe a appliqué une nouvelle méthode de capitalisation et de dépréciation des panels on-line au 31 décembre 2018. En conséquence, la capitalisation de nos panels on-line a augmenté de 6,4 millions d'euros et la dépréciation de 6,3 millions d'euros.

(2) Activation des dépenses internes de développement

Jusqu'à présent le Groupe n'activait que ses coûts de développement externes lorsque les conditions définies en note 1.2.11 de l'annexe consolidée du 31.12.2017 de ses principes et méthodes comptables étaient réunies.

Suite à l'amélioration de son système de suivi interne, Ipsos peut activer selon ces mêmes conditions ses coûts de développement internes qui sont constitués des charges de personnel de ses équipes travaillant sur ses plateformes et projets.

Cette décision a entraîné un changement d'estimation comptable des montants qui seront à présent activés.

Conformément à la règle IAS8, ce changement a été appliqué de manière prospective qui a été appliquée à compter de cet exercice 2018 pour comptabiliser ces impacts.

Au titre de cette année 2018, les montants de charges de personnels capitalisés s'élèvent à 18 663 k€ et les amortissements relatifs à cette capitalisation s'élèvent à 2 022 k€.

Les impacts de ce changement dans les comptes au 31 décembre 2018 sont les suivants :

Au bilan, le poste autres immobilisations incorporelles est augmenté de 16 768 k€ et les impôts différés actifs sont diminués de 4 154 k€.

L'impact sur le résultat net s'élève à + 12 516k€ dans le compte de résultat au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2018, afin de ne pas créer de distorsion dans la lecture de la marge opérationnelle par la reconnaissance d'un produit de capitalisation non compensé par des amortissements au cours d'une première période, les effets positifs sur le résultat de cette première année de reconnaissance de l'actif ont été reclassés de la marge opérationnelle au résultat non récurrent. Le même classement sera appliqué sur les années à venir, jusqu'au moment où la mise en œuvre de la capitalisation atteindra sa vitesse de croisière.

L'impact sur le résultat net avant impôts au 31 décembre 2018 s'élève à + 16 641 k€ et se décompose ainsi

Impact net sur les charges de personnel 2018 si la méthode avait été continuellement appliquée +1 832 k€.

L'impact exceptionnel de l'application de la méthode prospective a été comptabilisé en net dans les autres charges et produits non courants pour un montant positif de 14 809 k€.

Le Groupe Ipsos a évalué les impacts sur les exercices ultérieurs de ce changement d'estimation comptable.

Dans la mesure où le Groupe estime que le montant capitalisé serait constant pendant les prochaines années, les impacts au compte de résultat des exercices ultérieurs seraient les suivants :

en milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
Charges de personnel - hors rémunération en actions	1 832	930	348	24	-
Autres charges et produits non courants	14 809	11 964	8 803	5 385	1 666
<b>Résultat opérationnel (*)</b>	<b>16 641</b>	<b>12 893</b>	<b>9 151</b>	<b>5 409</b>	<b>1 666</b>
Impôts	(4 125)	(3 196)	(2 268)	(1 341)	(413)
Résultat net	12 516	9 697	6 883	4 068	1 253

(\*) y compris dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles

Et les impacts dans le bilan des exercices ultérieurs seraient les suivants :

en milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
Valeur nette des autres immobilisations incorporelles	16 768	29 661	38 812	44 221	45 887
Impôts différés actifs	(4 154)	(7 350)	(9 618)	(10 959)	(11 372)

### 5.3 – Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	01/01/2018	Augmentations	Diminutions	Variation de change	Regroupement d'entreprises et autres mouvements	31/12/2018
Constructions et terrains	7 189	68	-	313	-	7 570
Autres immobilisations corporelles	142 679	13 729	(30 972)	(151)	2 329	127 614
<b>Valeur brute</b>	<b>149 868</b>	<b>13 797</b>	<b>(30 972)</b>	<b>162</b>	<b>2 329</b>	<b>135 184</b>
Constructions et terrains	(3 479)	(199)	-	(147)	(3)	(3 828)
Autres immobilisations corporelles <sup>(1)</sup>	(114 160)	(9 295)	30 736	(205)	(548)	(93 466)
Amortissement et Dépréciation	(117 639)	(9 494)	30 736	(353)	(551)	(97 294)
<b>Valeur nette</b>	<b>32 228</b>	<b>4 303</b>	<b>(236)</b>	<b>(191)</b>	<b>1 778</b>	<b>37 890</b>

En milliers d'euros	01/01/2017	Augmentations	Diminutions	Variation de change	Regroupement d'entreprises et autres mouvements	31/12/2017
Constructions et terrains	7 746	(8)	(71)	(478)	-	7 189
Autres immobilisations corporelles <sup>(1)</sup>	151 233	8 926	(5 353)	(12 106)	(20)	142 679
<b>Valeur brute</b>	<b>158 979</b>	<b>8 918</b>	<b>(5 424)</b>	<b>(12 582)</b>	<b>(20)</b>	<b>149 868</b>
Constructions et terrains	(3 520)	(202)	-	225	17	(3 479)
Autres immobilisations corporelles <sup>(1)</sup>	(119 941)	(9 598)	5 292	10 077	3	(114 160)
Amortissement et Dépréciation	(123 462)	(9 800)	5 292	10 302	20	(117 639)
<b>Valeur nette</b>	<b>35 517</b>	<b>(882)</b>	<b>(132)</b>	<b>(2 282)</b>	<b>-</b>	<b>32 228</b>

<sup>(1)</sup> Voir note 1.2.13 pour la nature des autres immobilisations corporelles.

La valeur nette des immobilisations liées aux contrats de location financement s'élève à 5,6 millions d'euros au 31 décembre 2018 et 4,9 millions d'euros au 31 décembre 2017.

### 5.4 – Participation dans les entreprises associées

La variation du poste au cours de l'exercice 2018 est la suivante :

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
<b>Valeur brute à l'ouverture</b>	<b>916</b>	<b>208</b>
Quote-part de résultat	587	217
Dividendes distribués	-	-
Variation de périmètre	1 389	490
Autres	-	1
<b>Valeur brute à la clôture</b>	<b>2 892</b>	<b>916</b>
Contribution aux capitaux propres (résultat inclus)	1 282	1 019

En milliers d'euros	31/12/2018				31/12/2017		
	Ipsos Opinion SA	Apeme	Shanghai Ipsos Info Technology	Zhejiang Oneworld BigData Investment Co Ltd	Ipsos Opinion SA	Apeme	Shanghai Ipsos Info Technology
Actifs courants	803	1 174	7 757	2 004	1 060	1 483	4 363
Actifs non courants	13	(20)	908	5 778	8	(19)	588
<b>Total actifs</b>	<b>816</b>	<b>1 154</b>	<b>8 665</b>	<b>7 782</b>	<b>1 068</b>	<b>1 464</b>	<b>4 951</b>
Passifs courants	1 227	889	4 302	-	1 332	1 230	3 224
Passifs non courants	665	-	-	5 401	653	-	25
<b>Total passifs</b>	<b>1 892</b>	<b>889</b>	<b>4 302</b>	<b>5 401</b>	<b>1 985</b>	<b>1 230</b>	<b>3 249</b>
<b>Actifs nets</b>	<b>(1 076)</b>	<b>265</b>	<b>4 363</b>	<b>2 381</b>	<b>(917)</b>	<b>234</b>	<b>1 702</b>

Les principaux éléments du bilan et du compte de résultat des sociétés Apeme (Portugal) détenue à 25 %, Ipsos Opinion SA (Grèce) détenue à 30 %, Shanghai Ipsos Info Technology (Chine) détenue à 40 % et de Zhejiang Oneworld BigData Investment Co Ltd (Chine) détenue à 40 % sont les suivants au 31 décembre :

En milliers d'euros	31/12/2018				31/12/2017		
	Ipsos Opinion SA	Apeme	Shanghai Ipsos Info Technology	Zhejiang Oneworld BigData Investment Co Ltd	Ipsos Opinion SA	Apeme	Shanghai Ipsos Info Technology
Chiffre d'affaires	1 177	1 793	10 249	-	1 547	2 000	5 824
Résultat d'exploitation	(147)	73	1 794	(25)	(52)	226	629
Résultat net	(159)	31	1 727	(160)	(64)	180	478
<b>Pourcentage de détention</b>	<b>30%</b>	<b>25%</b>	<b>40%</b>	<b>40%</b>	<b>30%</b>	<b>25%</b>	<b>40%</b>
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	(48)	8	691	(64)	(20)	45	192

#### 5.5 – Autres actifs financiers non courants

En milliers d'euros	01/01/2018	Augmentations	Diminutions	Regroupement d'entreprises, reclassements et écart de change	31/12/2018
Prêts	1 050	5 499	(482)	(47)	6 019
Autres actifs financiers <sup>(1)</sup>	19 025	15 174	(6 130)	467	28 537
<b>Valeurs brutes</b>	<b>20 075</b>	<b>20 673</b>	<b>(6 612)</b>	<b>420</b>	<b>34 556</b>
Provision sur prêt	-	(667)	-	(21)	(689)
Dépréciation des autres actifs financiers	1 350	(85)	-	(112)	1 154
<b>Dépréciations</b>	<b>1 350</b>	<b>(752)</b>	<b>-</b>	<b>(133)</b>	<b>466</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>21 425</b>	<b>19 921</b>	<b>(6 612)</b>	<b>287</b>	<b>35 021</b>

(1) Il s'agit essentiellement de dépôts et cautionnements et de titres non consolidés.

### 5.6 – Clients et comptes rattachés

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Valeur brute	641 828	624 801
Dépréciation	(6 887)	(7 141)
<b>Valeur nette</b>	<b>634 941</b>	<b>617 660</b>

\*Le poste comprend 168 millions d'euros d'études en cours au 31 décembre 2018 (176 millions d'euros au 31 décembre 2017).

En 2018, la dotation aux provisions pour dépréciation des clients s'élève à 0,2 million d'euros et la reprise de provision pour dépréciation des clients à 0,1 million d'euros.

### 5.7 – Autres actifs courants

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Avances et acomptes versés	4 603	3 666
Créances sociales	3 972	3 598
Créances fiscales	34 193	35 535
Charges constatées d'avance	17 509	17 334
Autres créances et autres actifs courants	18 555	15 669
<b>Total</b>	<b>78 831</b>	<b>75 802</b>

Tous les autres actifs courants ont une échéance inférieure à 1 an.

### 5.8 – Capitaux propres

#### 5.8.1 – Capital

Au 31 décembre 2018, le capital social d'Ipsos SA s'élève à 11 109 059 euros, se décomposant en 44 436 235 actions d'une valeur nominale de 0,25 euro. Le nombre d'actions composant le capital social et le portefeuille d'actions propres a évolué comme suit au cours de l'exercice 2018 :

Nombre d'actions (valeur nominale 0,25 euro)	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>44 436 235</b>	<b>(1 350 841)</b>	<b>43 085 394</b>
Augmentation de capital (Levée d'options de souscription d'actions)	69 788	-	69 788
Reduction de capital (par voie d'annulation d'actions propres)	(69 788)	69 788	-
Transfert (livraison du plan d'attribution gratuite d'actions)	-	416 251	416 251
Transfert (livraison du plan IPF 2020)	-	-	-
Achats / ventes (hors contrat de liquidité)	-	-	-
Mouvements dans le cadre du contrat de liquidité	-	(18 122)	(18 122)
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>44 436 235</b>	<b>(882 924)</b>	<b>43 553 311</b>

Le capital d'Ipsos SA est composé d'une seule catégorie d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro. Après deux ans de détention au nominatif, elles bénéficient d'un droit de vote double.

Les actions propres détenues en portefeuille à la clôture, y compris celles détenues dans le cadre du contrat de liquidité sont portées en déduction des capitaux propres. Ces titres d'autocontrôle ne donnent pas le droit à dividende.

La société a mis en place plusieurs plans d'attribution d'actions dont les caractéristiques sont décrites ci-dessous.

## 5.8.2 – Plan d'attribution d'actions

### 5.8.2.1 – Plans d'options de souscription d'actions

Le Conseil d'administration d'Ipsos SA a consenti, depuis 1998, des plans d'options de souscription d'actions à prix unitaire convenu, au bénéfice de certains membres du personnel salarié et de l'ensemble des cadres dirigeants du Groupe. Les caractéristiques des plans qui restaient en vigueur à l'ouverture de l'exercice sont les suivantes :

Date d'allocation aux bénéficiaires	Date de départ d'exercice des options	Date limite de levée des options	Prix d'exercice	Nombre de personnes concernées	Nombre d'options attribué initialement	Nombre d'options en vigueur au 01/01/2018	Accordées au cours de l'exercice	Annulées au cours de l'exercice	Exercées au cours de l'exercice	Expirées au cours de l'exercice	Nombre d'options en vigueur au 31/12/2018
04/09/2012	04/09/2015	04/09/2020	24,63	129	1 545 380	714 936	-	(17 954)	(68 188)	-	628 794
04/09/2012	04/09/2016			27	423 990	238 270	-	-	(1 600)	-	236 670
<b>Sous-Total Plan IPF 2012-2020</b>				<b>156</b>	<b>1 969 370</b>	<b>1 263 722</b>	-	-	<b>(69 788)</b>	-	<b>(69 788)</b>
<b>Total</b>					<b>1 969 370</b>	<b>953 206</b>	-	<b>(17 954)</b>	<b>(69 788)</b>	-	<b>865 464</b>

### 5.8.2.2 – Plans d'attribution gratuite d'actions

Le Conseil d'administration d'Ipsos SA a procédé, chaque année depuis 2006, à la mise en place de plans d'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice de résidents français et internationaux, dirigeants mandataires sociaux et salariés du groupe Ipsos. Avant le plan mis en œuvre en 2018, ces actions n'étaient acquises par les bénéficiaires qu'après un délai d'acquisition de deux ans, et à condition que le bénéficiaire soit encore salarié ou mandataire social du groupe Ipsos à cette date. A compter de 2018, la période d'acquisition a été portée à 3 ans.

Les caractéristiques des plans d'attribution gratuite d'actions qui restaient en vigueur à l'ouverture de l'exercice sont les suivantes :

Date d'allocation aux bénéficiaires	Nature des actions	Nombre de personnes concernées	Nombre d'actions attribué initialement	Date d'acquisition	Nombre d'actions en vigueur au 01/01/2018	Accordées au cours de l'exercice	Annulées au cours de l'exercice	Reclassées au cours de l'exercice	Livrées au cours de l'exercice	Nombre d'actions en vigueur au 31/12/2018
28/04/2016	Actions ordinaires	795	451 115	28/04/2018	423 729	-	(8 332)	-	(415 397)	-
<b>Sous-Total 2016 Plan</b>		<b>795</b>	<b>451 115</b>		<b>423 729</b>	-	<b>(8 332)</b>	-	<b>(415 397)</b>	-
28/04/2017	Actions ordinaires	851	397 878	28/04/2019	390 290	-	(21 802)	-	(1 724)	366 764
<b>Sous-Total 2017 Plan</b>		<b>851</b>	<b>397 878</b>		<b>390 290</b>	-	<b>(21 802)</b>	-	<b>(1 724)</b>	<b>366 764</b>
04/05/2018	Actions ordinaires	1 006	394 398	04/05/2021	-	394 398	(12 307)	-	(800)	381 291
15/11/2018	Actions ordinaires	30	54 205	15/11/2021	-	54 205	-	-	-	54 205
<b>Sous-Total 2018 Plan</b>		<b>1 036</b>	<b>448 603</b>		-	<b>448 603</b>	<b>(12 307)</b>	-	<b>(800)</b>	<b>435 496</b>
<b>Total des plans d'attribution gratuite d'actions</b>					<b>814 019</b>	<b>448 603</b>	<b>(42 441)</b>	-	<b>(417 921)</b>	<b>802 260</b>

### 5.8.3 – Analyse de la charge relative aux rémunérations en actions

Conformément à la norme IFRS 2, pour l'évaluation de la charge de personnel représentative des attributions gratuites d'actions, les hypothèses retenues sont les suivantes :

Date d'allocation par le conseil d'administration aux bénéficiaires	28/04/2016	28/04/2017	04/05/2018	15/11/2018
Prix de l'action à la date d'attribution	24,10	28,99	31,24	23,50
Juste valeur de l'action	France	27,07	28,34	20,63
	Étranger			
Taux d'intérêt sans risque	-0,29%	-0,23%	-0,05%	-0,04%
Dividendes	0,80	0,85	0,85	0,87

Afin d'évaluer la charge de personnel représentative des options, le groupe Ipsos utilise le modèle d'évaluation Black & Scholes, dont les principales hypothèses sont les suivantes :

Date d'allocation par le conseil d'administration aux bénéficiaires	04/09/2012	
Juste valeur de l'option	France	4,67-4,71
	Étranger	4,57-4,66
Volatilité implicite de marché	25 %	

Au cours des exercices 2018 et 2017, la charge comptabilisée au titre des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions s'établit comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Plan d'attribution gratuite d'actions du 28 avril 2016	1 540	4 711
Plan d'attribution gratuite d'actions du 28 avril 2017	4 877	3 245
Plan d'attribution gratuite d'actions du 4 mai 2018	2 003	-
Plan d'attribution gratuite d'actions du 15 novembre 2018	38	-
<b>Total (hors contributions)</b>	<b>8 458</b>	<b>9 549</b>
Contribution patronale 20 % France et Royaume-Uni	479	545
<b>Total (avec contributions)</b>	<b>8 937</b>	<b>10 094</b>

## 5.9 – Endettement financier

### 5.9.1 – Endettement financier net

L'endettement financier net, après déduction de la trésorerie et équivalents de trésorerie se décompose de la manière suivante :

	31/12/2018				31/12/2017			
	Total	inf. à un an	entre 1 et 5 ans	sup. à 5 ans	Total	inf. à un an	entre 1 et 5 ans	sup. à 5 ans
Emprunt obligataire <sup>(1)</sup>	476 780	-	183 246	293 534	173 106	-	173 106	-
Emprunts auprès des établissements de crédit <sup>(2) (3)</sup> <sup>(4) (5) (6)</sup>	257 256	5 267	251 989	-	423 808	20 813	330 037	72 958
Instruments financiers dérivés - passif	-	-	-	-	216	216	-	-
Dettes relatives aux contrats financements	632	326	306	-	598	220	378	-
Autres dettes financières	114	8	106	-	136	14	123	-
Intérêts courus sur dettes financières	5 284	5 284	-	-	2 938	2 938	-	-
Concours bancaires courants	2 828	2 828	-	-	2 158	1 327	831	-
<b>Emprunts et autres passifs financiers (a)</b>	<b>742 894</b>	<b>13 713</b>	<b>435 647</b>	<b>293 534</b>	<b>602 959</b>	<b>25 526</b>	<b>504 474</b>	<b>72 958</b>
<b>Instruments financiers dérivés - actif (b)</b>	<b>500</b>	<b>500</b>			<b>1 462</b>	<b>1 462</b>		
Placements à court terme dans des instruments monétaires	4 475	4 475	-	-	6 495	6 495	-	-
Disponibilités	163 358	163 358	-	-	130 771	130 771	-	-
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie (c)</b>	<b>167 834</b>	<b>167 834</b>			<b>137 267</b>	<b>137 267</b>		
<b>Endettement net (a - b - c)</b>	<b>574 560</b>	<b>(154 621)</b>	<b>435 647</b>	<b>293 534</b>	<b>464 231</b>	<b>(113 202)</b>	<b>504 474</b>	<b>72 958</b>

- <sup>(1)</sup> En septembre 2018 un nouvel emprunt obligataire BOND de 300 millions d'euros a été réalisé remboursable à 7 ans (taux fixe de 2,875 %). En septembre 2010, un nouvel emprunt obligataire de 300 millions de dollars US a été réalisé et placé sur le marché privé auprès des compagnies d'assurance américaines. Ce nouvel emprunt se décompose en 3 tranches : 85 millions remboursable à 7 ans (taux fixe de 4,46 %), 185 millions de dollars remboursables à 10 ans (taux fixe de 5,18 %), 30 millions de dollars remboursables à 12 ans (taux fixe de 5,48 %). La tranche de 85 millions a été remboursée sur l'exercice 2017. Des swaps de taux d'intérêt d'un montant de 100 millions de dollars et de maturité 10 ans ont été mis en place.
- <sup>(2)</sup> En novembre 2013, un emprunt obligataire « Schuldschein » a été réalisé sur le marché privé allemand se décomposant en 4 tranches de financement en euros d'un montant total de 52,5 millions d'euros avec des maturités de 3, 5 et 7 ans à taux fixe et taux variable, et deux tranches de financement en dollars US pour un montant total de 76,5 millions de dollar US avec des maturités de 3 et 5 ans à taux variable.
- <sup>(3)</sup> En décembre 2016, un emprunt obligataire « Schuldschein » a été réalisé sur le marché privé allemand se décomposant en 5 tranches de financement en euros d'un montant total de 138 millions d'euros avec des maturités de 3, 5 et 7 ans à taux fixe et taux variable, et 4 tranches de financement en dollars US pour un montant total de 90 millions de dollar US avec des maturités de 5 et 7 ans à taux fixe et taux variable.
- <sup>(4)</sup> En décembre 2017, un nouvel emprunt à taux variable a été contracté auprès de la Société Générale pour un montant de 30 millions d'euros et pour une durée de 4 ans.
- <sup>(5)</sup> Dette bancaire, au travers d'un crédit syndiqué initialement à 5 ans dont le solde brut s'élève à 215 millions d'euros et tiré à hauteur de 140 millions d'euros et 0 euro au 31 décembre 2017 et 31 décembre 2018, respectivement.
- <sup>(6)</sup> Dettes bancaires, au travers de prêts bilatéraux à 3 ou 5 ans dont le solde brut s'élève à 275 millions d'euros et tiré à hauteur de 10 millions d'euros et 0 euro au 31 décembre 2017 et 31 décembre 2018, respectivement.

### 5.9.2 – Échéancier des dettes financières (hors instruments dérivés)

Les dettes financières hors instruments financiers dérivés au 31 décembre 2018 se ventilent de la façon suivante :

en milliers d'euros	2019	2020	2021	2022	2023	> 2023	Total
Emprunts obligataires	-	158 571	-	24 675	-	293 534	476 780
Emprunts auprès des établissements de crédit	5 267	11 391	136 530	30 000	74 068	-	257 256
Dettes relatives aux contrats financements	326	299	7	-	-	-	632
Autres dettes financières	8	6	98	1	-	-	114
Intérêts courus sur dettes financières	5 284	-	-	-	-	-	5 284
Concours bancaires courants	2 828	-	-	-	-	-	2 828
<b>Emprunts et autres passifs financiers</b>	<b>13 713</b>	<b>170 268</b>	<b>136 636</b>	<b>54 676</b>	<b>74 068</b>	<b>293 534</b>	<b>742 894</b>

Les dettes financières hors instruments financiers dérivés au 31 décembre 2017 se ventilent de la façon suivante :

En milliers d'euros	2018	2019	2020	2021	2022	> 2022	Total
Emprunts obligataires	-	-	148 957	-	24 149	-	173 106
Emprunts auprès des établissements de crédit	20 469	4 754	11 955	181 707	131 965	72 958	423 808
Dettes relatives aux contrats financements	220	367	8	3	-	-	598
Autres dettes financières	14	25	2	94	1	-	136
Intérêts courus sur dettes financières	2 938	-	-	-	-	-	2 938
Concours bancaires courants	1 326	832	-	-	-	-	2 158
<b>Emprunts et autres passifs financiers</b>	<b>24 966</b>	<b>5 978</b>	<b>160 922</b>	<b>181 804</b>	<b>156 115</b>	<b>72 958</b>	<b>602 743</b>

### 5.9.3 – Endettement financier par devise (hors instruments dérivés)

en milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Dollar américain	261 423	296 518
Euro	480 355	209 613
Livre anglaise	2	63 680
Yen	-	32 812
Autres devises	1 114	120
<b>TOTAL</b>	<b>742 894</b>	<b>602 743</b>

### 5.10 – Provisions courantes et non courantes

En milliers d'euros	Montant au 01/01/2018	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	Variation de périmètre	Autres reclassements	Variation de change	Montant au 31/12/2018
Provisions pour litiges	5 434	501	(1 258)	-	-	395	(327)	4 745
Provisions pour autres charges et risques	10 719	1 015	(5 757)	(1 902)	6 014	(5 049)	(111)	4 929
<b>Total</b>	<b>16 153</b>	<b>1 516</b>	<b>(7 015)</b>	<b>(1 902)</b>	<b>6 014</b>	<b>(4 654)</b>	<b>(438)</b>	<b>9 674</b>
<b>Dont provisions courantes</b>	<b>7 189</b>	-	-	-	-	-	-	<b>4 996</b>
<b>Dont provisions non courantes</b>	<b>8 964</b>	-	-	-	-	-	-	<b>4 678</b>

Les provisions pour litiges comprennent principalement des engagements liés à des litiges avec des salariés. Le groupe a décidé de reprendre à hauteur de 1,9 millions d'euros la provision qui avait été constitué en 2016 pour couvrir les risques fiscaux résultant de l'acquisition de la société Synovate. Le solde de la provision est de 1 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Le groupe a reclassé les franchises de loyer enregistrées dans sa filiale anglaise pour 4,8 millions d'euros en dettes.

Les provisions pour autres charges et risques comprennent principalement les provisions sur risques fiscaux et sociaux. Ces engagements ont été constatés à l'occasion de l'acquisition de la société Synovate lors de l'évaluation à la juste valeur de ses actifs et passifs respectifs.

#### 5.11 – Engagements de retraite et assimilés

Les engagements du Groupe au titre des retraites et avantages assimilés concernent essentiellement les régimes à prestations définies suivants :

- des indemnités de départ à la retraite (France, Italie, Japon) ;
- des indemnités de cessation de service (Australie, Turquie, Moyen-Orient) ;
- des compléments de retraite (Allemagne, Royaume-Uni) qui s'ajoutent aux régimes nationaux ;
- la prise en charge de certains frais médicaux des retraités (Afrique du Sud).

Tous ces régimes sont comptabilisés conformément à la méthode décrite dans la note 1.2.22-Avantages au personnel. Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de ces cotisations. La charge correspondant aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

##### 5.11.1 – Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements tiennent compte des conditions démographiques et financières propres à chaque pays ou société du Groupe.

Pour la période close au 31 décembre 2018, le Groupe a conservé les indices de référence qu'il utilisait les années précédentes pour la détermination des taux d'actualisation. Les taux retenus, pour les pays dont les engagements sont les plus significatifs, ont été les suivants :

	Zone euro	Royaume-Uni
<b>Taux d'actualisation</b>		
2018	1,57%	2,90%
2017	1,44%	2,50%
<b>Augmentation future des salaires</b>		
2018	1 % - 4 %	2,90%
2017	1 % - 4 %	2,90%
<b>Taux de rendement attendu</b>		
2018	-	2,90%
2017	-	2,50 %

À chaque clôture, le Groupe détermine son taux d'actualisation sur la base des taux les plus représentatifs du rendement des obligations d'entreprises de première catégorie avec une durée équivalente à celle de ses engagements. Pour la zone euro, le Groupe a utilisé l'indice IBOXX € Corporate AA. Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du Groupe.

5.11.2 – Comparaison de la valeur des engagements avec les provisions constituées

En milliers d'euros	31/12/2018				31/12/2017			
	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total
Valeur actualisée de l'obligation	(7 868)	(12 619)	(21 560)	(42 046)	(8 030)	(13 729)	(18 376)	(40 135)
Juste valeur des actifs financiers	-	12 332	-	12 332	-	13 217	-	13 217
<b>Surplus ou (déficit)</b>	<b>(7 868)</b>	<b>(287)</b>	<b>(21 560)</b>	<b>(29 715)</b>	<b>(8 030)</b>	<b>(512)</b>	<b>(18 376)</b>	<b>(26 918)</b>
<b>Actifs / (Provisions) nets reconnus au bilan</b>	<b>(7 868)</b>	<b>(287)</b>	<b>(21 560)</b>	<b>(29 715)</b>	<b>(8 030)</b>	<b>(512)</b>	<b>(18 376)</b>	<b>(26 918)</b>

5.11.3 – Variation des engagements au cours de l'exercice

En milliers d'euros	31/12/2018				31/12/2017			
	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total
<b>Dette actuarielle à l'ouverture</b>	<b>(8 030)</b>	<b>(13 729)</b>	<b>(18 376)</b>	<b>(40 135)</b>	<b>7 504</b>	<b>(14 235)</b>	<b>(19 528)</b>	<b>(41 267)</b>
Droit supplémentaire acquis	(466)	(95)	(260)	(821)	(229)	-	-	(229)
Intérêt sur la dette actuarielle	(115)	(340)	(168)	(623)	(114)	(372)	(25)	(511)
Rendement des fonds	-	-	-	-	-	346	-	346
Modification de régime	-	-	-	-	-	-	-	-
Pertes et Gains actuariels	820	1 127	(700)	1 247	284	428	(341)	371
Prestations payées	(76)	378	(12)	290	(467)	446	1 521	1 500
Dotations employeurs	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de change	-	53	(125)	(72)	-	(342)	1 425	1 083
Variation de périmètre	-	-	(1 564)	(1 564)	-	-	-	-
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>(7 868)</b>	<b>(12 607)</b>	<b>(21 205)</b>	<b>(41 679)</b>	<b>(8 030)</b>	<b>(13 729)</b>	<b>(18 376)</b>	<b>(40 135)</b>
Juste valeur des actifs financiers	-	12 332	-	12 332	-	13 217	-	13 217
<b>Provision retraites</b>	<b>(7 868)</b>	<b>(275)</b>	<b>(21 205)</b>	<b>(29 348)</b>	<b>(8 030)</b>	<b>(512)</b>	<b>(18 376)</b>	<b>(26 918)</b>
<b>Autres obligations long-terme</b>								
Variation de périmètre	-	(12)	(355)	(367)	-	-	-	-
<b>Provision retraites et assimilées</b>	<b>(7 868)</b>	<b>(287)</b>	<b>(21 560)</b>	<b>(29 715)</b>	<b>(8 030)</b>	<b>(512)</b>	<b>(18 376)</b>	<b>(26 918)</b>

La sensibilité des provisions retraites à une variation du taux d'actualisation de plus ou moins 0.25% dans les deux principaux pays est non significative comme présentée ci-dessous :

En milliers d'euros	Taux d'actualisation -0.25%	Taux d'actualisation +0.25%
<b>Provisions retraite au 31/12/2018</b>		
France	(8 103)	(7 644)
Royaume-Uni	(883)	297

5.11.4 – Variation de la juste valeur des actifs de couverture

En milliers d'euros	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total
<b>Actifs investis au 1 janvier 2017</b>	<b>13 841</b>	-	<b>13 841</b>
Rendement attendu des fonds	346	-	346
Contributions versées aux fonds externes	-	-	-
Prestations versées	(242)	-	(242)
Ecarts actuariels	342	-	342
Ecarts de conversion	(904)	-	(904)
<b>Actifs investis au 31 décembre 2017</b>	<b>13 382</b>	-	<b>13 382</b>
Rendement attendu des fonds	(729)	-	(729)
Contributions versées aux fonds externes	-	-	-
Prestations versées	(382)	-	(382)
Ecarts actuariels	327	-	327
Ecarts de conversion	(130)	-	(130)
<b>Actifs investis au 31 décembre 2018</b>	<b>12 468</b>	-	<b>12 468</b>

5.11.5 – Allocation des actifs de couverture

En milliers d'euros	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total	%
Obligations d'Etat	13 319	-	13 319	99.5%
Banque	63	-	63	0.5%
<b>Détail des actifs investis au 31 décembre 2017</b>	<b>13 382</b>	-	<b>13 382</b>	<b>100.0%</b>
Obligations d'Etat	12 413	-	12 413	99.6%
Banque	54	-	54	0.4%
<b>Détail des actifs investis au 31 décembre 2018</b>	<b>12 468</b>	-	<b>12 468</b>	<b>100.0%</b>

5.11.6 – Charges comptabilisées sur l'exercice

Les charges liées aux régimes à prestations définies font partie intégrante des charges de personnel du Groupe. Elles sont ventilées pour chaque exercice comme suit :

En milliers d'euros	2018				2017			
	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total
Droit supplémentaire acquis	(466)	(95)	(260)	(821)	(229)	-	-	(229)
Intérêt sur la dette actuarielle	(115)	(340)	(168)	(624)	(114)	(372)	(28)	(514)
Amortissement coût des services passés	-	-	(75)	(75)	-	-	-	-
Amortissement des pertes et gains actuariels	-	-	(63)	(63)	-	-	-	-
Rendement des fonds	-	327	-	327	-	346	-	346
Prestations versées	-	-	-	-	-	-	85	85
<b>Total charge de l'exercice</b>	<b>(582)</b>	<b>(109)</b>	<b>(566)</b>	<b>(1 256)</b>	<b>(343)</b>	<b>(26)</b>	<b>57</b>	<b>(313)</b>

Les charges liées aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges de personnel et s'élèvent à 18,6 millions d'euros pour 2017 et 15,3 millions d'euros pour 2018. Il n'est pas anticipé d'évolution significative des charges liées aux régimes à cotisations définies pour l'exercice 2019.

Les informations requises par IAS 19 sur 4 ans n'ont pas été reprises pour les exercices 2015 et 2016. Elles figurent dans le document de référence 2016, incorporé par référence.

### 5.12 – Autres passifs courants et non courants

En milliers d'euros	31/12/2018			31/12/2017		
	< 1 an	>1 an	Total	< 1 an	>1 an	Total
Prix et compléments de prix <sup>(1)</sup>	450	11 514	11 964	154	3 241	3 395
Rachat d'intérêts minoritaires <sup>(1)</sup>	11 161	2 911	14 072	9 575	13 500	23 075
Passifs sur contrat	15 656	-	15 656	16 134	-	16 134
Autres dettes fiscales et sociales	129 816	-	129 816	128 964	-	128 964
Produits constatés d'avance <sup>(2)</sup>	14 543	-	14 543	8 686	-	8 686
Autres dettes et autres passifs	4 618	7 615	12 233	6 079	1 442	7 520
<b>Total</b>	<b>176 244</b>	<b>22 040</b>	<b>198 284</b>	<b>169 592</b>	<b>18 183</b>	<b>187 775</b>

<sup>(1)</sup> Voir commentaires dans la note 6.4.3 - Engagements liés aux acquisitions.

<sup>(2)</sup> Il s'agit principalement des études clients dont la facturation excède le chiffre d'affaires reconnu selon la méthode de l'avancement.

### 5.13 Passifs et actifs sur contrats

Les actifs sur contrats concernent les droits du Groupe à recevoir des paiements au titre d'études non facturées à la date d'arrêté des comptes. Les passifs sur contrats concernent les paiements d'avance reçus des clients pour les études dont le chiffre d'affaires est comptabilisé au dur et à mesure.

## 6 – Informations complémentaires

### 6.1 – Notes sur l'état des flux de trésorerie consolidés

#### 6.1.1 – Variation du besoin en fonds de roulement

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Diminution (augmentation) des créances clients	14 446	(47 933)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	(6 876)	17 573
Variation des autres créances et autres dettes	(4 088)	(7 411)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>3 482</b>	<b>(37 771)</b>

#### 6.1.2 – Flux de trésorerie liés aux acquisitions d'immobilisations

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(35 021)	(8 298)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(13 797)	(8 918)
<b>Total acquisitions de la période</b>	<b>(48 818)</b>	<b>(17 216)</b>
Décalage de décaissement	(187)	(302)
<b>Investissements incorporels et corporels décaissés</b>	<b>(49 006)</b>	<b>(17 518)</b>

### 6.1.3 – Flux de trésorerie liés aux acquisitions de sociétés et d'activités consolidées, nettes de la trésorerie acquise

Les acquisitions de sociétés et d'activités consolidées, nets de la trésorerie acquise qui figurent dans le tableau des flux de trésorerie consolidé se résument de la manière suivante :

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Prix décaissé/encaissé pour les nouvelles acquisitions de l'exercice	(154 857)	-
Trésorerie acquise/cédée	2 839	-
Prix décaissé/encaissé pour les rachats d'intérêts minoritaires	(9 125)	(12 785)
Prix décaissé/encaissé pour les acquisitions des exercices précédents	(461)	(2 212)
<b>Acquisitions de sociétés et d'activité consolidées, nettes de la trésorerie acquise</b>	<b>(161 604)</b>	<b>(14 997)</b>

## 6.2 – Objectifs et politiques de gestion des risques financiers

### 6.2.1 – Exposition au risque de taux

L'exposition du Groupe au risque de variation des taux d'intérêt de marché est liée à l'endettement financier à long terme du Groupe. La politique du Groupe consiste à gérer sa charge d'intérêt en utilisant une combinaison d'emprunts à taux fixe et à taux variable.

La politique du Groupe est de ne pas souscrire d'instruments financiers à des fins de spéculation. Le swap de taux d'intérêt, mis en place pour couvrir un tiers de l'emprunt obligataire de 300 millions de dollars US, répond aux critères de la comptabilité de couverture de juste valeur au sens de la norme IAS 39. Le swap est comptabilisé au bilan pour sa valeur de marché en contrepartie du risque couvert.

Les autres instruments financiers dérivés (swaps de taux et tunnels) achetés par Ipsos SA ne remplissent pas les conditions posées par la norme IAS 39 et ne sont pas comptabilisés comme des instruments de couverture, bien qu'ils correspondent économiquement à une couverture de risque de taux sur l'endettement financier.

#### Couverture du risque de taux d'intérêt

En milliers d'euros	Actifs Financiers <sup>(1)</sup> (a)		Passifs Financiers <sup>(2)</sup> (b)		Exposition nette avant couverture (c) = (a) + (b)		Instruments de couverture de taux <sup>(3)</sup> (d)		Exposition nette après couverture (e) = (c) + (d)	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
2019	-	(167 833)	3 161	5 259	3 161	(162 574)	-	-	3 161	(162 574)
2020	-	-	170 275	-	170 275	-	(74 236)	74 236	96 039	74 236
2021	-	-	22 511	114 124	22 511	114 125	-	-	22 511	114 124
2022	-	-	24 676	30 000	24 676	30 000	-	-	24 676	30 000
2023	-	-	39 557	34 511	39 557	34 511	-	-	39 557	34 511
> 2023	-	-	293 534	-	293 534	-	-	-	293 534	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>(167 833)</b>	<b>553 713</b>	<b>183 894</b>	<b>553 713</b>	<b>16 061</b>	<b>-74 236</b>	<b>74 236</b>	<b>479 477</b>	<b>90 237</b>

<sup>(1)</sup> Les actifs financiers se composent de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

<sup>(2)</sup> Les passifs financiers se composent des emprunts et autres passifs financiers (hors intérêts courus et juste valeur des instruments financiers dérivés) décrits dans la note 5.9.1 - Endettement financier net.

<sup>(3)</sup> Swaps et tunnels couvrant l'emprunt obligataire USPP 2010 et les crédits syndiqués à taux variable de 150 et 215 millions d'euros.

Au 31 décembre 2018, sur 737 millions d'euros d'endettement brut (hors intérêts courus et juste valeur des instruments dérivés) environ 35 % étaient contractés à taux variable (après prise en compte des swaps et des tunnels). Une hausse de 1 % des taux à court terme aurait un impact négatif d'environ 2,6 millions d'euros sur le résultat financier du Groupe, soit une augmentation de

12 % des charges de financement de l'exercice 2018. La gestion du risque de taux est centralisée au siège du Groupe sous la responsabilité du trésorier Groupe.

#### 6.2.2 – Exposition au risque de change

Le Groupe est implanté, à travers des filiales consolidées dans 89 pays et réalise des travaux dans plus de 100 pays. Ipsos comptabilise les conditions financières et le résultat de ses activités dans la monnaie locale correspondante et les convertit ensuite en euros aux taux de change applicables de sorte que ces résultats puissent être inclus dans les comptes consolidés du Groupe

La part des principales devises dans le chiffre d'affaires consolidé se présente comme suit :

	31/12/2018	31/12/2017
Euro	16,6%	16,4%
Dollar américain	27,6%	27,5%
Livre anglaise	12,2%	11,6%
Dollar canadien	3,9%	4,2%
Real brésilien	1,7%	2,1%
Yuan	6,5%	5,7%
Autres devises	31,6%	32,5%
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Le Groupe est peu exposé au risque de change transactionnel dans la mesure où ses filiales facturent presque toujours dans leur monnaie locale et que leurs coûts opérationnels sont également dans la monnaie locale. Le Groupe ne recourt donc pas habituellement à des accords de couverture.

Le risque de change transactionnel du groupe Ipsos se limite essentiellement aux redevances de marque et prestations de services et d'assistance technique facturées par Ipsos SA ou Ipsos Group GIE aux filiales, en monnaie locale.

Concernant les besoins de financement des filiales, ils sont assurés autant que possible par le Groupe, dans la devise fonctionnelle de la filiale. Environ 35 % de la dette est libellée dans d'autres monnaies que l'euro.

#### Couverture du risque de change

Les emprunts en devise étrangère d'Ipsos SA sont généralement couverts par des actifs de la même devise. Les pertes de change sur les investissements nets à l'étranger, comptabilisés en autres éléments du résultat global conformément à IAS 21 et IAS 39, s'élèvent à (9,2) million d'euros au 31 décembre 2018.

Le tableau ci-dessous donne le détail de la position nette active au 31 décembre 2018 (créances clients nettes des dettes fournisseurs en devise et comptes bancaires) des entités supportant les principaux risques de change : Ipsos SA, Ipsos Group GIE et Ipsos Holding Belgium. Il présente le risque de change transactionnel pouvant se traduire par des gains ou pertes de change comptabilisés dans le résultat financier :

En milliers d'euros	USD	CAD	GBP	JPY	BRL	Autres
Actifs financiers	1 081	-	520	1	462	2 894
Passifs financiers	(26 236)	3	3 748	-	-	(2 061)
<b>Position nette avant gestion</b>	<b>(25 155)</b>	<b>3</b>	<b>4 267</b>	<b>1</b>	<b>462</b>	<b>833</b>
Produits dérivés	-	-	-	-	-	-
<b>Position nette après gestion</b>	<b>(25 155)</b>	<b>3</b>	<b>4 267</b>	<b>1</b>	<b>462</b>	<b>833</b>

Une baisse de 5 % de la valeur de l'euro vis-à-vis du dollar américain, du dollar canadien, de la livre sterling, du real brésilien et du yen japonais entraînerait une perte de change d'environ 1,0 million d'euros en résultat financier.

### Sensibilité aux variations des principales devises

La sensibilité de la marge opérationnelle, du résultat et des capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2018 résultant d'une variation de chaque devise à risque par rapport à l'euro se présente comme suit pour les principales devises auxquelles est exposé le Groupe :

En milliers d'euros	2018		
	USD	CAD	GBP
	Hausse de 5% de la devise par rapport à l'euro.	Hausse de 5% de la devise par rapport à l'euro.	Hausse de 5% de la devise par rapport à l'euro.
Impact sur la marge opérationnelle	2 417	606	584
Impact sur le résultat avant impôt	1 709	477	289
Impact en capitaux propres part du Groupe	11 499	2 564	(5 573)

### 6.2.3 – Exposition au risque de contrepartie client

Le Groupe analyse ses créances clients en se focalisant notamment sur l'amélioration de ses délais de recouvrement, dans le cadre de la gestion de son besoin en fonds de roulement renforcé par le programme « Max Cash ».

Les dépréciations éventuelles sont évaluées sur une base individuelle et prennent en compte différents critères comme la situation du client et les retards de paiement. Aucune dépréciation n'est comptabilisée sur une base statistique.

Le tableau ci-dessous détaille l'antériorité des créances clients au 31 décembre 2018 et 31 décembre 2017 :

En milliers d'euros		31 décembre 2018					
		Créances échues					
Créances clients nettes	Créances non échues	Total	De moins de 1 mois	Entre 1 mois et 3 mois	Entre 3 mois et 6 mois	De plus de 6 mois	Dépréciation
466 119	375 567	90 552	40 576	32 952	7 734	16 177	(6 887)

En milliers d'euros		31 décembre 2017					
		Créances échues					
Créances clients nettes	Créances non échues	Total	De moins de 1 mois	Entre 1 mois et 3 mois	Entre 3 mois et 6 mois	De plus de 6 mois	Dépréciation
441 399	331 911	109 488	62 040	31 009	8 632	14 947	(7 141)

Le Groupe sert un grand nombre de clients dans des secteurs d'activités variés. Les plus importants sont des groupes internationaux. Le client le plus significatif représente environ 2,5 % du chiffre d'affaires du Groupe, aucun autre client ne dépassant 2,3 % du chiffre d'affaires du Groupe (plus de 5000 clients au total). La solvabilité des clients internationaux et la grande dispersion des autres limitent le risque de crédit

### 6.2.4 – Exposition au risque de contrepartie bancaire

Le Groupe a défini une politique de sélection des banques autorisées comme contrepartie pour l'ensemble des filiales. Cette politique rend obligatoire les dépôts de liquidités auprès des banques autorisées. Par ailleurs, les banques autorisées ne sont que des banques de premier plan, limitant le risque de contrepartie.

### 6.2.5 – Exposition au risque de liquidité

Au 31 décembre 2018, le financement du Groupe est assuré par Ipsos SA de la manière suivante :

- Emprunt obligataire USPP 2010 à 7, 10 et 12 ans de 300 millions de dollars, dont le solde brut s'élève à 215 millions de dollars US (187,7 millions d'euros) ;
- Emprunt Schuldschein contracté le 07/11/2013 dont il reste la tranche de 12 millions d'euros au 31 décembre 2018 ;

- Emprunt Schuldschein contracté le 07/12/2016 avec une tranche de 138 millions d'euros et une tranche de 90 millions de dollars, totalement tiré à hauteur de 216 millions d'euros au 31 décembre 2018 ;
- Emprunt contracté par Regional Financing Company SA le 15/12/2017 pour un montant de 30 millions d'euros ;
- Par ailleurs, un emprunt obligataire BONDS a été contracté le 21/09/2018 pour un montant de 300 millions d'euros ;
- Le solde des frais d'émission d'emprunt du CS215 est de 795 K€.

L'objectif du Groupe est de gérer ses financements de sorte que moins de 20 % des emprunts arrivent à échéance à moins d'un an. Les échéances contractuelles résiduelles relatives aux instruments financiers non dérivés s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Échéancier					
			Total	2018	2019	2020	2021	2022
Emprunt obligataire USPP 2010 (Ipsos SA)	180 394	187 773	-	161 572	-	26 201	-	-
Emprunt obligataire Bonds (2018)	296 386	300 000	-	-	-	-	-	300 000
Emprunt Schuldschein 2013 (Ipsos SA)	11 982	12 000	-	12 000	-	-	-	-
Emprunt Schuldschein 2016 (Ipsos SA)	216 070	216 603	5 000	-	136 858	-	74 745	-
Crédit syndiqué 215m€ (Ipsos SA)	(795)	-	-	-	-	-	-	-
Autres emprunts bancaires (filiales)	30 000	30 000	-	-	30 000	-	-	-
Dettes relatives aux contrats financements	632	587	281	299	7	-	-	-
Autres dettes financières	114	114	8	6	98	1	-	-
Intérêts courus sur dettes financières	5 284	5 284	5 284	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	2 827	2 827	2 827	-	-	-	-	-
<b>Emprunts et autres passifs financiers</b>	<b>742 893</b>	<b>755 187</b>	<b>13 401</b>	<b>173 877</b>	<b>166 963</b>	<b>26 202</b>	<b>74 745</b>	<b>300 000</b>

Le Groupe s'est engagé à atteindre certains ratios financiers (tels qu'endettement net consolidé / EBITDA consolidé (soit la marge opérationnelle augmentée des dotations aux amortissements et provisions), EBIT consolidé (soit la marge opérationnelle) / frais financiers nets consolidés, et endettement net consolidé / capitaux propres consolidés). Les niveaux à respecter pour les principaux ratios financiers sont les suivants :

Ratios financiers	Niveau à respecter
1. Endettement net consolidé / capitaux propres consolidés	<1
2. Endettement net consolidé / EBITDA consolidé	<3,5
3. Marge opérationnelle / frais financiers nets consolidés	> 3,75

### 6.3 – Instruments financiers

Les seuls instruments financiers présents à la clôture sont des instruments de taux. Ils ne sont pas qualifiés dans une relation de comptabilité de couverture et leur juste valeur correspond à leur valeur au bilan, à l'exception des swaps de taux couvrant un tiers de l'emprunt obligataire USPP qualifié en fair value hedge et du swap de change couvrant le risque de change EUR/CAD sur un emprunt intercompagnie contracté en Euro pour une filiale canadienne.

6.3.1 – Bilan par catégorie d'instruments financiers

En milliers d'euros	Valeur au bilan	Juste valeur	31/12/2018						
			Juste valeur par résultat	Juste valeur par goodwill	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	35 021	35 021	-	-	15 046	19 975	-	-	-
Clients et comptes rattachés	634 941	634 941	-	-	-	634 941	-	-	-
Autres créances et actifs courants <sup>(1)</sup>	18 555	18 555	-	-	-	18 555	-	-	-
Instruments financiers dérivés	500	500	-	-	-	-	-	-	500
Trésorerie et équivalents de trésorerie	167 834	167 834	167 834	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs</b>	<b>856 851</b>	<b>856 851</b>	<b>167 834</b>	<b>-</b>	<b>15 046</b>	<b>673 471</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>500</b>
Dettes financières à plus d'un an	729 180	721 983	-	-	-	-	-	729 180	-
Fournisseurs et comptes rattachés	276 266	276 266	-	-	-	-	276 266	-	-
Dettes financières à moins d'un an	13 713	13 713	-	-	-	-	-	13 713	-
Autres dettes et passifs courants et non courants <sup>(2) (3)</sup>	27 227	27 227	16 229	9 807	-	-	1 191	-	-
<b>Passifs</b>	<b>1 046 386</b>	<b>1 039 189</b>	<b>16 229</b>	<b>9 807</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>277 457</b>	<b>742 893</b>	<b>-</b>

<sup>(1)</sup> À l'exception des avances et acomptes versés, autres créances fiscales et sociales et des charges constatées d'avance.

<sup>(2)</sup> À l'exception des clients avances et acomptes, autres dettes fiscales et sociales, produits constatés d'avance et autres passifs sauf les comptes courants vis-à-vis des minoritaires.

<sup>(3)</sup> Les provisions pour complément de prix comptabilisées au titre de l'acquisition de Synthesio et de Clintelica au 31 décembre 2018 pour un total de 7 millions d'euros ont été classées dans la catégorie « juste valeur par goodwill ». L'allocation du prix d'acquisition étant provisoire à fin 2018, le montant pourra être revu en 2019 comme l'autorise la norme IFRS 3 révisée, par contrepartie du goodwill.

En milliers d'euros	31/12/2017								
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par goodwill	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	21 425	21 425	-	-	2 179	19 246	-	-	-
Clients et comptes rattachés	617 660	617 660	-	-	-	617 660	-	-	-
Autres créances et actifs courants <sup>(1)</sup>	15 316	15 316	-	-	-	15 316	-	-	-
Instruments financiers dérivés	1 462	1 462	-	-	-	-	-	-	1 462
Trésorerie et équivalents de trésorerie	137 267	137 267	137 267	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs</b>	<b>793 130</b>	<b>793 130</b>	<b>137 267</b>	<b>-</b>	<b>2 179</b>	<b>652 222</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 462</b>
Dettes financières à plus d'un an	577 432	571 540	-	-	-	-	-	577 432	-
Fournisseurs et comptes rattachés	259 432	259 432	-	-	-	259 432	-	-	-
Dettes financières à moins d'un an	25 527	25 527	-	-	-	-	-	25 311	216
Autres dettes et passifs courants et non courants <sup>(2)</sup>	28 030	28 030	23 121	3 349	-	1 560	-	-	-
<b>Passifs</b>	<b>890 421</b>	<b>884 529</b>	<b>23 121</b>	<b>3 349</b>	<b>-</b>	<b>260 992</b>	<b>-</b>	<b>602 743</b>	<b>216</b>

<sup>(1)</sup> À l'exception des avances et acomptes versés, autres créances fiscales et sociales et des charges constatées d'avance.

<sup>(2)</sup> À l'exception des clients avances et acomptes, autres dettes fiscales et sociales, produits constatés d'avance et autres passifs sauf les comptes courants vis-à-vis des minoritaires.

Les principales méthodes d'évaluation à la juste valeur retenues sont les suivantes :

Les titres de participations qui figurent dans le poste « autres actifs financiers non courants » sont, conformément à la norme IAS 39, comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan. La juste valeur des titres de participations correspond au coût d'acquisition en l'absence de marché actif.

Les dettes financières sont comptabilisées au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les instruments financiers dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture sont, conformément à la norme IAS 39, comptabilisés à leur juste valeur par le compte de résultat. L'évaluation de leur juste valeur est basée sur des données observables sur le marché (juste valeur de niveau 2).

La juste valeur des créances et des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur au bilan, y compris des éventuelles dépréciations, compte tenu de leurs échéances très courtes de paiement.

La trésorerie et équivalents de trésorerie sont assimilés également à leur valeur au bilan. Les autres dettes et passifs courants et non courants correspondent principalement aux rachats de minoritaires. L'évaluation de leur juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation mais au moins une des données d'entrée importantes repose sur des données de marché non observables (juste valeur de niveau 3).

6.3.2 – Compte de résultat par catégorie d'instruments financiers

En milliers d'euros	31/12/2018					
	Intérêts sur actifs réévalués à la juste valeur	Dettes au coût amorti		Prêts et créances		Variation de valeur des dérivés
		Effets de change	Intérêts	Effets de change	Dépréciations et autres reprises	
Résultat opérationnel	-	-	-	-	(1 162)	-
Coût de l'endettement financier net	1 097	-	(22 641)	-	-	262
Autres charges et produits financiers	6 437	-	-	(1 456)	-	-

En milliers d'euros	31/12/2017					
	Intérêts sur actifs réévalués à la juste valeur	Dettes au coût amorti		Prêts et créances		Variation de valeur des dérivés
		Effets de change	Intérêts	Effets de change	Dépréciations et autres reprises	
Résultat opérationnel	-	-	-	-	(2 133)	-
Coût de l'endettement financier net	2 050	-	(22 819)	-	-	390
Autres charges et produits financiers	107	-	-	526	-	-

6.3.3 – Information sur les instruments dérivés de taux et devise

En milliers d'euros	31/12/2018					
	Valeur au bilan		Notionnel	Echéances		
	Actif	Passif		-1 an	1 à 5 ans	+5 ans
<b>Risque de change</b>						
Swap de taux	144	-	87 336	-	87 336	-
Tunnels	60	-	13 100	-	13 100	-
Swap de devises	296	-	30 000	-	30 000	-
<b>Sous-total</b>	<b>500</b>	<b>-</b>	<b>130 437</b>	<b>-</b>	<b>130 437</b>	<b>-</b>

En milliers d'euros	31/12/2017					
	Valeur au bilan		Notionnel	Echéances		
	Actif	Passif		-1 an	1 à 5 ans	+5 ans
<b>Risque de taux</b>						
Swap de taux	1 456	(215)	113 382	30 000	83 382	-
Tunnels	5	-	12 507	-	12 507	-
<b>Sous-total</b>	<b>1 462</b>	<b>215</b>	<b>125 889</b>	<b>30 000</b>	<b>95 889</b>	<b>-</b>

6.4 – Engagements hors bilan

6.4.1 – Engagements sur contrats de location

Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants :

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Inférieur à un an	34 480	34 262
Entre 1 et 5 ans	130 573	94 878
Supérieur à 5 ans	29 024	30 508
<b>Total</b>	<b>194 077</b>	<b>159 648</b>

Les contrats de location simple concernent principalement les locaux administratifs. Tous ces locaux sont utilisés par le groupe Ipsos et pourraient le cas échéant être sous-loués.

#### 6.4.2 – Engagements sur contrats de location financement

La valeur des loyers futurs incluse dans les emprunts sur locations financement, et concernant des immobilisations en location comptabilisées comme des acquisitions, est la suivante par échéance :

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Inférieur à un an	631	645
Entre 1 et 5 ans	995	988
Supérieur à 5 ans	-	-
<b>Paielements minimaux totaux</b>	<b>1 626</b>	<b>1 633</b>
Moins les frais financiers inclus	-	-
<b>Valeur actualisée des paielements minimaux futurs</b>	<b>1 626</b>	<b>1 633</b>

Les contrats de location financement concernent essentiellement la location du matériel informatique.

#### 6.4.3 – Autres engagements et litiges

Le Groupe n'est pas engagé dans des litiges significatifs au 31 décembre 2018.

#### 6.4.4 – Passifs éventuels

Dans le cadre normal de l'activité, il existe dans certains pays des risques que l'administration remette en cause les pratiques fiscales ou sociales de la Société, ce qui pourrait se traduire par des notifications de redressement ou des procédures judiciaires. Le Groupe est engagé dans plusieurs contrôles fiscaux et litiges sociaux, dans un certain nombre de pays, et notamment le Brésil. Les risques probables identifiés sont provisionnés (cf. note – 5.10 – Provisions courantes et non courantes).

Les conséquences financières des rappels d'impôts et taxes sont comptabilisées par voie de provision pour les montants notifiés et acceptés par le management d'Ipsos. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon les estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés par la Société ne soit reconnu.

La direction d'Ipsos estime que les redressements ou litiges en cours n'auront pas d'impact significatif sur la marge opérationnelle, la situation financière ou la liquidité de la Société.

#### 6.4.5 – Engagements reçus : lignes de crédit reçues et non tirées

En milliers d'euros	31/12/2018	31/12/2017
Inférieur à un an	40 000	175 000
Entre 1 et 5 ans (*)	610 000	280 148
Supérieur à 5 ans	-	-
<b>Total</b>	<b>650 000</b>	<b>455 148</b>

(\*) dont plus de 400 millions d'euros à plus de 3 ans à fin Décembre 2018

### 6.5 – Engagements liés aux acquisitions

Les engagements de rachat de minoritaires, les prix différés et compléments de prix actualisés qui sont enregistrés en passifs non courants au 31 décembre 2018 ou passif courant pour les échéances inférieures à un an, se détaillent de la manière suivante :

En milliers d'euros	≤ 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
<b>Prix différés et compléments de prix</b>	-	-	-	-
Europe centrale	344	4 140	-	4 483
Europe	(54)	2 841	-	2 787
Amérique du Nord	-	-	-	-
Amérique latine	48	-	-	48
Asie Pacifique	-	-	4 534	4 534
Moyen-Orient	112	-	-	112
<b>Sous-total</b>	<b>450</b>	<b>6 980</b>	<b>4 534</b>	<b>11 964</b>
<b>Engagements de rachat de minoritaires</b>	-	-	-	-
Europe	714	1 993	-	2 707
Amérique du Nord	10 329	-	-	10 329
Amérique latine	118	922	-	1 040
Asie Pacifique	-	-	-	-
Moyen-Orient	-	-	-	-
Afrique Subsaharienne	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>11 161</b>	<b>2 915</b>	-	<b>14 076</b>
<b>Total</b>	<b>11 611</b>	<b>9 895</b>	<b>4 534</b>	<b>26 039</b>

### 6.6 – Effectifs à la clôture

Sociétés intégrées globalement	Effectifs au 31/12/2018	Effectifs au 31/12/2017
Europe, Moyen Orient, Afrique	9 146	8 339
Amériques	4 939	3 558
Asie-Pacifique	3 902	4 767
<b>TOTAL</b>	<b>17 987</b>	<b>16 664</b>

### 6.7 – Transactions avec les parties liées

#### 6.7.1 – Relations avec les parties liées

Néant

#### 6.7.2 – Entreprises associées

Il s'agit des entreprises détenues entre 20 % et 50 % sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les transactions avec ces entreprises associées se font sur une base de prix de marché.

Les transactions avec ces parties liées n'ont pas un caractère significatif au 31 décembre 2018.

#### 6.7.3 – Parties liées ayant une influence notable sur le Groupe

Il n'existe pas d'opération conclue avec un membre des organes de direction ou un actionnaire détenant plus de 5 % du capital d'Ipsos SA qui ne présente le caractère d'opération courante.

#### 6.7.4 – Rémunérations des dirigeants

Les dirigeants comprennent les personnes qui sont à la clôture, ou qui ont été, au cours de l'exercice, membres du Comité exécutif et/ou membres du Conseil d'administration. Au 31 décembre 2018, le Comité exécutif est composé de 22 membres et le Conseil d'administration comprend 10 membres, dont 6 administrateurs externes.

En milliers d'euros	31/12/2018			31/12/2017		
	Comité exécutif		Adminis- trateurs externes*	Comité exécutif		Admi- nistrateurs externes*
	Admi- nistrateurs	Non admi- nistrateurs		Admi- nistrateurs	Non admi- nistrateurs	
Rémunération brute totale <sup>(1)</sup>	1 489	9 354	120	1 372	8 738	139
Indemnités de fin de contrat de travail <sup>(2)</sup>	-	-	-	-	-	-
Paieement en actions <sup>(3)</sup>	345	1 695		294	1 884	-

\*Les administrateurs non membres du Comité exécutif ne perçoivent que des jetons de présence.

<sup>(1)</sup> Rémunérations, primes, indemnités, jetons de présence et avantages en nature payés au cours de l'exercice hors charges sociales patronales.

<sup>(2)</sup> Charge enregistrée au compte de résultat au titre des provisions pour indemnités de départ ou de fin de contrat.

<sup>(3)</sup> Charge enregistrée au compte de résultat au titre des plans d'options de souscription, d'achats d'actions ou d'attribution gratuite d'actions.

#### 6.8 – Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événements postérieur à la clôture significatifs.

#### 6.9 – Informations sur les comptes sociaux d'Ipsos SA

Au 31 décembre 2018, les produits d'exploitation de la société mère Ipsos SA s'élèvent à 35 486 887 euros et le résultat net à 23 425 986 euros.

7 – Périmètre de consolidation au 31 décembre 2018

7.1 – Périmètre consolidé

Les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation sont les suivantes :

*Sociétés consolidées par intégration globale*

Entreprises Consolidées	Forme	% des droits de vote	% d'intérêt 2018	Pays	Adresse
Ipsos	SA	Consolidante	100.00	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
<b>Europe</b>					
Ipsos Group Gie	GIE	100.00	100.00	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos France	SAS	100.00	100.00	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos Observer	SA	100.00	99.99	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Popcorn Media	SA	99.99	99.98	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
GIE IPSOS	GIE	100.00	100.00	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos Ocean Indien	SARL	100.00	100.00	France	158, rue Juliette Dodu 97400 Saint Denis - La Réunion
Ipsos Antilles	SAS	100.00	100.00	France	Les Hauts de Californie, Morne Pavillon, 97232 Le Lamentin
Synthesio SAS	SAS	99.94	99.94	France	8-10 Rue Villedo - 75001 Paris
Espaces TV	SA	100.00	100.00	France	30, rue d'Orléans, 92200 Neuilly sur Seine
Ipsos MORI UK Ltd	Ltd	100.00	100.00	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Price Search	Ltd	100.00	100.00	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Ipsos Interactive Services Ltd	Ltd	100.00	100.00	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
M&ORI Limited	Ltd	100.00	100.00	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
MORI Ltd	Ltd	100.00	100.00	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Ipsos EMEA Holding Limited	Ltd	100.00	100.00	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Ipsos Pan Africa Holdings Limited	Ltd	100.00	100.00	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Synovate Healthcare Limited	Ltd	100.00	100.00	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Ipsos Retail Performance Ltd	Ltd	100.00	100.00	Royaume-Uni	Beech House, Woodlands Business Park, Milton Keynes - MK14 6ES
Ipsos Mystery Shopping UK Ltd	Ltd	100.00	100.00	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Ipsos Mystery Shopping S UK Lt	Ltd	100.00	100.00	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Synthesio LTD	Ltd	100.00	99.94	Royaume-Uni	28 Brunswick Place N1 6DZ - London
Ipsos Limited	Ltd	100.00	100.00	Irlande	Block 3, Blackrock Business Park, Blackrock, Co Dublin
Ipsos GmbH	GmbH	100.00	100.00	Allemagne	Sachsenstrasse 6, 20097 Hamburg
IPSOS Operations GmbH	GmbH	100.00	100.00	Allemagne	Sachsenstrasse 6, 20097 Hamburg
Ipsos Loyalty	GmbH	100.00	100.00	Allemagne	Sachsenstrasse 6, 20097 Hamburg
Trend.test GmbH	GmbH	100.00	100.00	Allemagne	Kolonnenstrasse 26, 2,Hof,1,OG 10829 Berlin
Ipsos Bahnreisenforschung GmbH	GmbH	100.00	100.00	Allemagne	Elektrastraße 6, 81925 München
1-2-3 MysteryWorldNet GmbH	GmbH	100.00	100.00	Allemagne	Herrengraben 204593 Hamburg
Ipsos Srl	SRL	100.00	100.00	Italie	Via Tolmezzo 15, 20132 Milano

Entreprises Consolidées	Forme	% des droits de vote	% d'intérêt 2018	Pays	Adresse
Ipsos Iberia, SA	SA	100.00	100.00	Espagne	Avenida de Ilano Castellano, 13, 3a Planta, 28034 Madrid
IPSOS UNDERSTANDING UNLTD.,SAU	SAU	100.00	100.00	Espagne	Avenida de Ilano Castellano, 13, 3a Planta, 28034 Madrid
Ipsos Holding Belgium	SA	100.00	100.00	Belgique	Paepsemiaan 11, 1070 Anderlecht
Ipsos NV (Belgium)	SA	100.00	100.00	Belgique	Grote Steenweg 110-2600, Berchem
Social Karma	SA	100.00	99.94	Belgique	Rue du Belvédère 29 Bruxelles
IPSOS HUNGARY ZRT	Zrt.	100.00	100.00	Hongrie	Pap Károly u. 4-6, Budapest, H-1139
Synovate - Investigação de Mercado, Lda	Lda	100.00	100.00	Portugal	Rua Ramalho Ortigão No. 8-2° Dto., 1070-230 Lisboa
Ipsos Sp. z o. o.	sp z.o.o.	100.00	100.00	Pologne	ul. Domaniewska 34A, 02-672, Warsaw
Ipsos AB	AB	100.00	100.00	Suède	S:t Göransgatan 63, Box 12236, 102 26 Stockholm
Ipsos NORM AB	AB	100.00	100.00	Suède	Hälsingegatan 49, 5tr 113 31 Stockholm
Ipsos AS	AS	100.00	100.00	Norvège	Karenslyst Allé 20, 0278 Oslo , Postal: Postboks 64 Skøyen, 0212 Oslo
Ipsos A/S	AS	100.00	100.00	Danemark	Store Kongensgade 1, 1. 1264 Copenhagen K
Ipsos interactive Services SRL	SRL	100.00	100.00	Roumanie	319G Splaiul Independentei, Atrium House, Ground floor, 060044 Bucharest, 6th district
Ipsos Research S.R.L.	SRL	100.00	100.00	Roumanie	Str. Sirlui Nr.20, Zona A. Copr A, ET.1.014354, Bucharest, 1st district
Ipsos Digital S.R.L.	SRL	100.00	100.00	Roumanie	Bucuresti Sectorul 6, Splaiul INDEPENDENTEIL, Nr. 319G, CLADIRAE C1 (ATRIUM HOUSE), PARTER, ZONA A, CORP A
Ipsos Eood	EOOD	100.00	100.00	Bulgarie	119 Europa Boulevard, 5th Floor, Sofia 1324
Ipsos Comcon LLC	LLC	100.00	100.00	Russie	3, Bld.2, Verhn. Krasnoselskaya St., 107140, Moscow, Russia
IPSOS s.r.o.	s.r.o	78.70	78.70	République Tchèque	Slovansky dum, entrance E, Na Prikope 22, Praha 1, 110 00
IPSOS s. r. o.	s.r.o	100.00	78.70	Slovaquie	Heydukova 12, 811 08 Bratislava
Ipsos GmbH	SRL	100.00	78.70	Autriche	Rotenturmstraße 16-18 / 7th floor, Vienna, 1010
Ipsos LLC	LLC	100.00	100.00	Ukraine	6A Volodimirskaya street, office 1, 01025 Kiev, Ukraine
Ipsos SA	S.A.	100.00	100.00	Suisse	11 Chemin du Château-Bloch, 1219 Le Lignon, Geneva
Ipsos	A.S.	100.00	100.00	Turquie	Centrum Is Merkezi Aydinevler No 3-34854 Kucukyali, Istanbul
Synovate (Holdings) South Africa Pty Ltd	Pty Ltd	100.00	100.00	Afrique du Sud	Building 3 & 4, Prism 2055 Fourways Johannesburg
Ipsos (PTY) LTD	Pty Ltd	100.00	100.00	Afrique du Sud	Building 3 & 4, Prism 2055 Fourways Johannesburg
Ipsos Strategic Puls SAS	SAS	90.80	90.80	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
IPSOS STRATEGIC MARKETING DOO.	d.o.o	100.00	90.80	Serbie	Gavrila Principa 8, 11000 Belgrade
Ipsos d.o.o	d.o.o	100.00	90.80	Croatie	Šime Ljubića 37, 21000 Split
IPSOS Strategic Puls dooel	d.o.o.e.l.	100.00	90.80	Macedoine	Kairska 31, Skopje
IPSOS STRATEGIC PULS D.O.O.	d.o.o.	100.00	90.80	Monténégro	Bulevar Svetog Petra Cetinjskog 149, Podgorica
Ipsos d.o.o.	d.o.o.	100.00	90.80	Slovénie	Leskoškova 9E, 1000 Ljubljana
Ipsos d.o.o.	d.o.o.	100.00	90.80	Bosnie	Hamdije Kreševljakovića 7c, Sarajevo, BIH
STRATEGIC PULS RESEARCH	Sh.P.K.	100.00	90.80	Albanie	Rr. Frosina Plaku. Godina 8 kate, apt.7, kati 2, 1020 Tirana
Ipsos DOOEL - Dega Ne Kosove	Branch	90.80	90.80	Kosovo	Emin Duraku No.: 16 10000 Prishtina
Ipsos Nigeria Limited	Ltd	100.00	100.00	Nigeria	No.70 Adeniyi Jones Avenue, Ikeja, Lagos

Entreprises Consolidées	Forme	% des droits de vote	% d'intérêt 2018	Pays	Adresse
Ipsos (East Africa) Limited	Ltd	60.00	60.00	Kenya	Acorn House, 97 James Gichuru Road, Lavington P.O. Box 68230 – 00200 City Square, Niarobu
Ipsos Limited	Ltd	100.00	100.00	Kenya	Acorn House, 97 James Gichuru Road, Lavington P.O. Box 68230 – 00200 City Square, Niarobu
Ipsos Limited	Ltd	100.00	100.00	Ghana	Farrar Avenue 4, Asylum Down, PMB7, Kanda, Accra
Ipsos SARL	S.A.R.L	100.00	100.00	Ivory Coast	2 Plateaux Boulevard Latrille Carrefour Macaci Rue J54 Villa duplex No 69 BP 2280 Abidjan 11
Ipsos Moçambique, LDA	Ltd	100.00	100.00	Mozambique	AV Francisco Orlando Magumbwe No 528, Maputo
IPSOS LTD	Ltd	100.00	100.00	Uganda	Padre Pio House, Plot 32 Lumumba Road, PO Box 21571, Kampala
IPSOS TANZANIA LIMITED	Ltd	100.00	100.00	Tanzanie	Plot 172 Regent Estate, PO Box 106253 Mikocheni, Dar Es Salaam
Ipsos Limited	Ltd	100.00	100.00	Zambie	Plot 9632 Central Street, Chudleigh, PO Box 36605, Lusaka
Ipsos Senegal	SASU	100.00	100.00	Sénégal	Agora VDN Villa N°7, Fann Mermoz Dakar Fann BP 25582
Synovate Holdings BV	BV	100.00	100.00	Pays-Bas	Amstelveenseweg 760, 1081JK, Amsterdam
Ipsos B.V.	BV	100.00	100.00	Pays-Bas	Amstelveenseweg 760, 1081JK, Amsterdam
Ipsos NORM B.V.	BV	100.00	100.00	Pays-Bas	Amstelveenseweg 760, 1081JK, Amsterdam
Ipsos A.E.	A.E.	100.00	100.00	Grèce	8 Kolokotroni Street 10561 Athens
Ipsos Market Research LTD	Ltd	100.00	100.00	Chypre	2-4 Arch. Makarios III Avenue, Capital Center, 9th Floor, 1065 Nicosia
Portdeal Ltd	Ltd	100.00	100.00	Chypre	Themistokli, Dervi 3 Julia House, P.C. 1066, Nicosia
Regional Financing Company S.A.	SA	100.00	100.00	Luxembourg	15, avenue Emile Reuter L-2420 Luxembourg
<b>Amérique du Nord</b>					
Ipsos America	Inc.	100.00	100.00	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Ipsos Insight	L.L.C.	100.00	100.00	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Ipsos Insight Corporation	Corp.	100.00	100.00	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Ipsos Interactive Services US	Inc.	100.00	100.00	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Ipsos Public Affairs, LLC.	Inc.	100.00	100.00	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Ipsos MMA, Inc.	Inc.	97.40	97.40	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Research Data Analysis, Inc.	Inc.	100.00	100.00	Etats-Unis	450 Enterprise Court Bloomfield Hills, MI 48302
Synthesio INC	Inc.	100.00	99.94	Etats-Unis	35 West 31 Street - 5th floor New York
Ipsos NPD Inc.	Inc	100.00	100.00	Canada	240 Duncan mill Road, suite 2240, Toronto, Ontario
Ipsos Corp.	Inc	100.00	100.00	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Interactive Services LP	LP	100.00	100.00	Canada	1075 W Georgia St, 17th Floor Vancouver BC V6E 3C9
Ipsos Limited Partnership	LP	100.00	100.00	Canada	1075 W Georgia St, 17th Floor Vancouver BC V6E 3C9
<b>Amérique Latine</b>					
Ipsos Argentina	SA	100.00	100.00	Argentine	Olazábal 1371 – C1428DGE , Buenos Aires, Argentina
Ipsos Observer SA	SA	51.00	51.00	Argentine	Olazábal 1371 – C1428DGE , Buenos Aires, Argentina
Ipsos Brasil Pesquisas de Mer.	Ltda	100.00	100.00	Brésil	Av. 9 de Julho, 4865, 7. Andar – Jardim Paulista - CEP 01407-200 Sao Paulo, Estado de São Paulo.
Ipsos Brazil 2011 Pesquisas de Mercado	Ltda	100.00	100.00	Brésil	Calçada Antares 264 - Alphaville - Centro de Apoio 2 - CEP 06541-065 - Santana do Parnaíba, Sao Paulo.
Ipsos CA	C.A.	100.00	100.00	Venezuela	Av. Francisco de Miranda entre primera avenida y avenida Andrés Bello, Edf. Mene Grande I Piso 1

Entreprises Consolidées	Forme	% des droits de vote	% d'intérêt 2018	Pays	Adresse
					oficina 1-3 Urb. Los Palos Grandes – Caracas (Chacao) Zona Postal 1060
Ipsos SA de CV	SA de CV	100.00	100.00	Mexique	Paseo de las Palmas 500 piso 1. Col Lomas de Chapultepec. Miguel Hidalgo CP 11000 Mexico DF
Field Research de Mexico SA de CV	SA de CV	100.00	100.00	Mexique	Av Ingenieros Militares #85 interior 101 col. Nueva Argentina Delg. Miguel Hidalgo, CP 11230 (DF)
Ipsos CCA Inc	Inc.	100.00	100.00	Panama	816 Edificio Century Tower Avenida Ricardo J Alfaro Panama City Panama
Ipsos SRL	S.R.L.	90.00	90.00	République Dominicaine	Calle Frank Felix Miranda 47, Ensanche Naco, Santo Domingo, D.N., República Dominicana
Ipsos, S.A	S.A.	100.00	100.00	Guatemala	13 Calle 2-60, Zona 10 - Edificio Topacio Azul Nivel 8, Of. 803 01010 Guatemala
Ipsos, Inc. (Puerto Rico)	Inc.	100.00	100.00	Puerto Rico	463 Fernando Calder St. 00918 San Juan, Puerto Rico
Ipsos TMG Panama SA	S.A.	100.00	100.00	Panama	816 Edificio Century Tower Avenida Ricardo J Alfaro Panama City Panama
Ipsos TMG SA	Panama Stock Corporation	100.00	100.00	Panama	816 Edificio Century Tower Avenida Ricardo J Alfaro Panama City Panama
Ipsos Opinión y Mercado S.A.	S.A.	100.00	100.00	Pérou	Av. Reducto 1363, Miraflores, Lima 18
Premium Data SAC	S.A.C.	100.00	100.00	Pérou	Av. Republica de Panama 6352, Miraflores, Lima 18
Ipsos Opinion y Mercado SA	S.A.	100.00	96.80	Bolivia	is Calle Waldo Ballivian # 540 Sopocachi La Paz - Bolivia
Ipsos Ecuador SA	S.A.	100.00	100.00	Equateur	Javier Aráuz N 36-15 y German Alemán
Servicios Ecuatorianos Atika Sa	S.A.	65.40	65.40	Equateur	Servicios Ecuatorianos Atika SA, Arauz N36-15 y Alemán, Quito
Ipsos Herrarte, S.A. DE C.V.	Trading	99.00	50.49	Salvador	79 Avenida Norte y 7 Calle PTE, No. 4109 Cote Escalon, San Salvador.
Ipsos Herrarte SA de CV (Nicaragua)	Trading	99.00	50.49	Nicaragua	Plaza Julio Martinez 1c. abajo, 3c. al sur, 1c. abajo. Managua, Nicaragua RUC.: J0310000176078
Herrarte, S.A. DE C.V.	Trading	99.00	50.49	Honduras	Col. Loma Linda Sur, Segunda Calle, Trece Avenida, Casa No. 32, Bloque H, Atrás de la Iglesia Cristo Viene Tegucigalpa, M.D.C. Honduras, C.A. R.T.N.: 08019008184302
Ipsos SA	S.A.	100.00	100.00	Costa Rica	Barrio Escalante, de la iglesia Santa Teresita 300 metros este, 100 norte y 25 este, San José
Synovate (Costa Rica) SA	S.A.	100.00	100.00	Costa Rica	Barrio Escalante, de la iglesia Santa Teresita 300 metros este, 100 norte y 25 este, San José
Ipsos (Chile) S.A.	S.A.	100.00	100.00	Chile	Pedro de Valdivia 555, piso 10, Providencia, Santiago
Ipsos Observer Chile	SA	100.00	100.00	Chile	Avenida Pedro de Valdivia 555, 7th floor, Providencia, Santiago.
Ipsos ASI Andina SAS	S.A.S.	100.00	100.00	Colombie	Calle 74 No 11 – 81 Piso 5. Bogotá, Colombia
Ipsos Napoleon Franco&Cia SAS	S.A.	100.00	100.00	Colombie	Calle 74 No 11 – 81 Piso 5. Bogotá, Colombia
Synovate Colombia SA	S.A.	100.00	100.00	Colombie	Calle 74 No 11 – 81 Piso 5. Bogotá, Colombia
Livra Europe Ltd	Ltd	100.00	100.00	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW, UK
Livra.com S.A.	SA	100.00	100.00	Argentine	Olazábal 1371 – C1428DGE , Buenos Aires, Argentina
<b>Asie-Pacifique</b>					
Ipsos Limited	Ltd	100.00	100.00	Hong-Kong	22F Leighton Centre - 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Ipsos (China) Consulting Co., Ltd	Ltd.	100.00	100.00	Chine	Suite 1201-1204, 12F, Union Plaza, No.20, Chaowai Avenue, Beijing
Ipsos Asia Limited	Ltd.	100.00	100.00	Hong-Kong	22F Leighton Centre - 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Ipsos China Limited	Ltd.	100.00	100.00	Hong-Kong	22F Leighton Centre, 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Synovate Ltd	Ltd	100.00	100.00	Hong-Kong	22F Leighton Centre, 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Ipsos Observer Limited	Ltd	100.00	100.00	Hong-Kong	22F Leighton Centre, 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong

Entreprises Consolidées	Forme	% des droits de vote	% d'intérêt 2018	Pays	Adresse
Ipsos Pte Ltd	Pte. Ltd.	100.00	99.99	Singapour	3 Killiney Road, #05-01, Winsland House 1, Singapore 239519
Synthesio Pte Ltd	Ltd	100.00	99.94	Singapour	1 George Street #10-01 Mid Valley City, Lingkaran Syed Putra 049145
Ipsos Limited	Ltd.	100.00	100.00	Taiwan	25F, No.105, Sec.2, Tun Hwa S. Rd., Da-an District, Taipei 106
Ipsos Co., Ltd	Co. Ltd.	100.00	100.00	Corée	12F Korea Daily Economic BD 463 Cheongpa-Ro, Chung-Ku, Seoul, Korea 04505
IPSOS (PHILIPPINES), INC.	Inc	100.00	100.00	Philippines	Unit 1401B, One Corporate Centre, Julia Vargas Avenue corner Meralco Avenue, Ortigas Center, Pasig City, Philippines.
Ipsos Inc.	Inc	100.00	100.00	Philippines	Unit 1401B, One Corporate Centre, Julia Vargas Avenue corner Meralco Avenue, Ortigas Center, Pasig City, Philippines.
Ipsos Ltd	Ltd.	100.00	100.00	Thaïlande	19th Floor, Empire Tower, 1 South Sathorn Road, Yannawa, Sathorn, Bangkok 10120
PT Ipsos Market Research	PT	100.00	100.00	Indonesie	Gedung Graha Arda Lt. 3, Jl. H.R. Rasuna Said Kav. B-6, Setiabudi, Jakarta Selatan 12910
IPSOS SDN BHD	Sdn Bhd	100.00	100.00	Malaisie	23rd Floor, Centrepoint NorthMid Valley City, Lingkaran Syed Putra59200 Kuala Lumpur
IJD Limited	Ltd	100.00	100.00	Thaïlande	Asia Centre Building, 21st, 22nd Floor, 173 South Sathorn Road, Thungmahamek, Sathorn, Bangkok 10120
PT. Field Force Indonesia	PT	100.00	100.00	Indonesie	Gedung Graha Arda Lt. 3, Jl. H.R. Rasuna Said Kav. B-6, Setiabudi, Jakarta Selatan 12910
Ipsos Radar Market Consulting	Ltd	100.00	100.00	Chine	Room 3409 - International Trade Center Ren Min Nan Road , Shenzhen, China
Ipsos LLC	LLC	100.00	100.00	Vietnam	Level 9A, Nam A Bank Building, 201-203 Cach Mang Thang 8 street, District 3, Ho Chi Minh City
Synovate Ltd Korea Branch	Branch	100.00	100.00	Corée	12F Korea Daily Economic BD 463 Cheongpa-Ro, Chung-Ku, Seoul, Korea 04505
Ipsos Pty Ltd	Pty Ltd	100.00	100.00	Australie	Level 13, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060, Australia
I-View Pty Ltd	Pty Ltd	100.00	100.00	Australie	Level 14, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060, Australia
Ipsos Public Affairs Pty Ltd	Pty Ltd	100.00	100.00	Australie	Level 13, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060, Australia
IPSOS LTD.	Ltd	100.00	100.00	Nouvelle-Zélande	Level 3 , 8 Rockridge Avenue, Penrose 1061. Auckland, New Zealand
Ipsos KK	KK	100.00	100.00	Japon	1-12-12 Higashitenma, Kita-Ku, Osaka, 530-0044 Japan
Japan Marketing Operations Co.	KK	100.00	100.00	Japon	1-12-12 Higashitenma, Kita-Ku, Osaka, 530-0044 Japan
Ipsos Japan Holding co Ltd	KK	100.00	100.00	Japon	1-12-12 Higashitenma, Kita-Ku, Osaka, 530-0044 Japan
Ipsos Healthcare Japan Ltd	Private company limited by shares	100.00	100.00	Japon	Hulic Kamiyacho Building, 4-3-13, Toranomom, Minato-ku, Tokyo, 105-0001
Ipsos Research Pvt.Ltd	Pvt Ltd	100.00	100.00	Inde	1701, F Wing, Off Western Highway, Goregaon East Mumbai 400063
Ipsos LLP	Limited Liability Partnership	100.00	100.00	Kazakhstan	Tole Bi Str. 101, Dalych Business Center, Block "A", Office 5 "A", Almalsinskiy Raion, Almaty, 050012 Republic of Kazakhstan
<b>Moyen Orient et Afrique du Nord</b>					
Ipsos STAT SA	SA	52.67	52.67	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos SAL	S.A.L	93.33	49.16	Liban	Ipsos Building Freeway Street, Dekwaneh Beirut
AGB STAT Ipsos SAL	S.A.L	58.00	43.76	Liban	Ipsos Building Freeway Street, Dekwaneh Beirut
Ipsos Mena Offshore s.a.l.	S.A.L	98.66	51.96	Liban	Ipsos Building Freeway Street, Dekwaneh Beirut
Ipsos Stat Jordan (Ltd)	L.L.C.	100.00	52.67	Jordanie	Wasfi Al Tal Str, P.O. BOX 830871, Amman-11183
The European Co. for Marketing Research	L.L.C.	100.00	52.67	Koweït	Beirut Street, PO Box 22417, Safat 13085, Hawally
Ipsos Stat (Emirates) LLC	L.L.C.	42.14	42.14	Emirats Arabes Unis	Al Thuraya Tower 1, 8th Floor, Dubai Media City, PO BOX 71283, Dubai

Entreprises Consolidées	Forme	% des droits de vote	% d'intérêt 2018	Pays	Adresse
Ipsos Stat FZ	L.L.C.	100.00	52.60	Emirats Arabes Unis	Al Thuraya Tower 1, 8th Floor, Dubai Media City, PO BOX 71283, Dubai
Ipsos Saudi Arabia LLC	Ltd.	100.00	52.60	Arabie Saoudite	Tahlia Street, Yamamah Building– Office 31, P.O Box 122200 Jeddah 21332
Ipsos WLL	W.L.L.	99.00	52.14	Bahreïn	Al Ain Building, Flat 11, Building 92, Road 36, Block 334, Manama/Al Mahooz
Ipsos Egypt For Consultancy Services	S.A.E	100.00	52.67	Egypte	35A Saray ElMaadi Tower, 4th floor, Cornish El-Nile, Maadi, Cairo
Iraq Directory for Research and Studies Co.Ltd	Co. Ltd.	70.00	36.87	Irak	Al-Ahtamia, Najib Basha, Mahala 306, Street 13, Building 91
Synovate The Egyptian Market Research Co	L.L.C.	100.00	52.67	Egypte	N35A Saray ElMaadi Tower, 4th floor, Cornish El-Nile, Maadi, Cairo, Egypt
Marocstat	S.A.R.L	99.00	52.14	Maroc	16, Rue des Asphodèles - Maârif- Casablanca 20380, 5 <sup>e</sup> étage
MDCS	S.A.R.L	100.00	52.14	Maroc	16, Rue des Asphodèles - Maârif- Casablanca 20380, 5 <sup>e</sup> étage
Synovate Market Research Sarl	S.A.R.L	100.00	52.67	Maroc	16, Rue des Asphodèles - Maârif- Casablanca 20380, 5 <sup>e</sup> étage
EURL Synovate	E.U.R.L.	100.00	100.00	Algérie	Lotissement AADL Villa n°13-Saïd HAMDINE. Bir MouradRais. Alger
Ipsos SARL	S.A.R.L	100.00	52.66	Tunisie	Immeube Luxor, 3ème Etage, Centre Urbain Nord, 1082 Tunis
Ipsos Market Research Ltd	Ltd.	100.00	100.00	Israël	Tuval 13, 525228 Ramat Gan
Ipsos Qatar WLL	Limited Liability Company	50.00	50.00	Qatar	IBA Building, 1st floor, C Ring Road, Doha Qatar
Ipsos Pakistan	Pvt. Ltd.	36.87	36.90	Pakistan	4th Floor, Tower 10, MPCHS, E-11/1 Islamabad-Pakistan

*Sociétés consolidées par Mise En Equivalence*

Entreprises Consolidées	Forme	% des droits de vote	% d'intérêt 2018	Pays	Adresse
APEME	Lda	25.00	25.00	Portugal	Avenida Duque de Ávila, n° 26 – 3 <sup>e</sup> andar 1000 – 141 Lisboa
Ipsos-Opinion S.A	A.E.	30.00	30.00	Grèce	8 Kolokotroni Street 10561 Athens
Shanghai Ipsos Info Technology Co Ltd	Ltd	40.00	40.00	Chine	Room 581, Gate 2, No. 148, Lane 999, Xin'er Road, Baoshan District. Shanghai. China
Zhejiang Oneworld BigData Investment Co Ltd	Ltd	40.00	40.00	Chine	Room 657, No.5. Building, Meishan Avenue business center, Beilun District, Ningbo, Zhejiang.

8 – Honoraires des commissaires aux comptes

	Grant Thornton				Mazars				TOTAL			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
<b>Commissariat aux comptes, certifications, examen des comptes individuels et consolidés</b>												
<i>Ipsos S.A.</i>	336	330	21%	24%	415	408	18%	21%	751	738	19%	22%
<i>- Filiales intégrées globalement</i>	1 050	1 039	67%	76%	1 497	1 539	65%	79%	2 547	2 578	66%	78%
<b>Sous-total Certification des comptes</b>	<b>1 386</b>	<b>1 369</b>	<b>89%</b>	<b>100%</b>	<b>1 912</b>	<b>1 947</b>	<b>82%</b>	<b>100%</b>	<b>3 298</b>	<b>3 316</b>	<b>85%</b>	<b>100%</b>
<b>Services autres que la certification des comptes</b>												
<i>Ipsos S.A.</i>	180	-	11%	-	398	-	17%	-	578	-	15%	-
<i>- Filiales intégrées globalement</i>	-	-	-%	-	10	-	-	-	10	-	-	-
<b>Sous-total Services autres que la certification des comptes</b>	<b>180</b>	<b>-</b>	<b>11%</b>	<b>-</b>	<b>408</b>	<b>-</b>	<b>18%</b>	<b>-</b>	<b>588</b>	<b>-</b>	<b>15%</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 566</b>	<b>1 369</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>2 320</b>	<b>1 947</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>3 886</b>	<b>3 316</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Les services autres que la certification des comptes (SACC) couvrent les SACC requis par les textes légaux et réglementaires et les SACC fournis à la demande de l'entité. Ces derniers comprennent notamment la lettre de confort émise dans le cadre de l'émission obligatoire du groupe, les travaux relatifs à différents projets d'acquisition et les travaux relatifs à différents sujets fiscaux (conformité fiscale notamment).